

2025

CIRCULAIRE D'INFORMATION DE LA DIRECTION

Le 7 mai 2025

www.radissonmining.com



RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

CIRCULAIRE D'INFORMATION DE LA DIRECTION

(Information présentée en date du 1 avril 2025, à moins d'indications contraires)

La présente circulaire de sollicitation de procurations est transmise dans le cadre de **sollicitation par la direction de Ressources minières Radisson Inc. (la « Société »)** qui seront utilisées à l'assemblée générale annuelle de la Société (l'« assemblée ») qui se tiendra à la date, à l'endroit et aux fins indiqués dans l'avis de convocation ci-joint (l'« avis de convocation ») et à toute reprise de telle assemblée en cas d'ajournement.

NOMINATION DES FONDÉS DE POUVOIR ET RÉVOCATION DES PROCURATIONS

Les personnes désignées dans le formulaire de procuration ci-joint sont des administrateurs de la Société. **Tout actionnaire a le droit de nommer un fondé de pouvoir pour le représenter à l'assemblée, autre que l'une des personnes dont les noms figurent comme fondés de pouvoir dans le formulaire de procuration joint aux présentes, en biffant les noms imprimés et en insérant le nom du fondé de pouvoir de son choix dans l'espace prévu à cette fin. Une personne ainsi nommée comme fondé de pouvoir n'est pas tenue d'être actionnaire de la Société.**

Les actionnaires inscrits qui ne peuvent assister à l'assemblée sont priés de remplir le formulaire de procuration ci-joint et de le faire parvenir à Services aux investisseurs Computershare Inc., 100, University Avenue, 9th Floor, Toronto, Ontario M5J 2Y1, au plus tard le 10 juin 2025 (17 h - heure de l'Est). Un actionnaire inscrit peut également voter en utilisant Internet à www.voteendirect.com ou par téléphone au numéro 1-866-732-8683. Si l'actionnaire est une corporation, la capacité d'un dirigeant signataire de signer ledit formulaire de procuration doit être dûment autorisée par écrit, ou un formulaire d'instructions des votes (**dans le cas des actionnaires non-inscrits**) leur permettant de voter à l'assemblée annuelle.

DROIT DE RÉVOCATION DES PROCURATIONS

Un actionnaire qui accorde une procuration peut en tout temps la révoquer par acte écrit exécuté par l'actionnaire ou par son fondé de pouvoir dûment autorisé par écrit, ou si l'actionnaire est une corporation, sous la signature d'un dirigeant dûment autorisé par écrit, et en le déposant au siège social de la Société ou à Services aux investisseurs Computershare Inc., 100, University Avenue, 9th Floor, Toronto, Ontario M5J 2Y1, au plus tard le 10 juin 2025 (17 h - heure de l'Est).

INFORMATIONS AUX ACTIONNAIRES VÉRITABLES

Seuls les actionnaires inscrits ou les personnes dûment désignés en tant que fondé de pouvoir ont le droit de voter à l'assemblée. Toutefois, il est fréquent que les actions ordinaires dont le titulaire bénéficiaire est une personne (un actionnaire non inscrit) soient enregistrées :

- (a) au nom d'un intermédiaire (un « intermédiaire ») avec lequel l'actionnaire non inscrit achète et vend des actions ordinaires comme, par exemple, les banques, les sociétés de fiducie, les maisons de courtage ou les courtiers et fiduciaires ou les régimes enregistrés d'épargne autogérés, les fonds enregistrés de revenu de retraite autogérés, les régimes enregistrés d'épargne-études autogérés ou tout autre régime autogéré similaire;
- (b) au nom d'une agence de compensation [comme la Caisse canadienne de dépôt de valeurs limitée (CDS)] à laquelle participe l'intermédiaire.

Conformément à la norme canadienne 54-101 sur *la communication avec les propriétaires véritables*, la Société a distribué des exemplaires de l'avis de convocation, de la circulaire d'information ainsi que du formulaire de procuration (ensemble, la documentation de l'assemblée) aux agences de compensation et aux intermédiaires pour qu'ils soient redistribués aux actionnaires non-inscrits possédant des actions ordinaires.

Les intermédiaires doivent transmettre la documentation de l'assemblée aux actionnaires non-inscrits, à moins que l'actionnaire non inscrit ait renoncé à son droit de les recevoir. Fréquemment, les intermédiaires ont recours aux entreprises de services pour distribuer la documentation de l'assemblée aux actionnaires non-inscrits. Généralement, un actionnaire non inscrit qui n'a pas renoncé à son droit de recevoir la documentation de l'assemblée recevra l'un des deux formulaires de procuration :

1. L'actionnaire non inscrit peut recevoir un formulaire de procuration déjà signé par l'intermédiaire (habituellement une signature imprimée) lié à la quantité et à la catégorie de titres détenus par l'actionnaire non inscrit, mais non complété. Puisque l'intermédiaire a déjà signé le formulaire de procuration, le formulaire de procuration n'a pas besoin d'être signé par l'actionnaire non inscrit lorsqu'il soumet la procuration. Dans ce cas, l'actionnaire non inscrit qui souhaite voter par procuration doit seulement remplir le formulaire de procuration et le transmettre comme indiqué à la section Nomination des fondés de pouvoir.
2. Le plus souvent, l'actionnaire non inscrit reçoit de l'intermédiaire un formulaire de procuration non signé. Lorsque ce dernier sera dûment complété et signé par l'actionnaire non inscrit, puis transmis à l'intermédiaire ou à sa société de services, il constituera les instructions de vote que l'intermédiaire doit respecter (habituellement nommé le formulaire d'instructions de vote). Souvent, l'actionnaire non inscrit reçoit aussi d'autres documents, incluant une étiquette à code-barres détachable et des informations additionnelles. Afin que le formulaire de procuration constitue un formulaire d'instructions de vote valide, l'actionnaire non inscrit doit utiliser l'étiquette fournie et l'apposer au formulaire d'instructions de vote, compléter comme il se doit le formulaire d'instructions de vote et le signer, puis transmettre le tout à l'intermédiaire ou à sa société de services selon les instructions de l'intermédiaire ou de sa société de services.

Dans chaque cas, l'objectif de cette procédure est de permettre aux détenteurs d'actions ordinaires non-inscrits d'acheminer leur vote. Si l'actionnaire non inscrit qui reçoit l'un ou l'autre des formulaires de procuration souhaite être présent à l'assemblée et y voter, l'actionnaire non inscrit doit biffer les personnes nommées dans le formulaire de procuration et inscrire le nom de l'actionnaire non inscrit dans l'espace prévu à cet effet. Les actionnaires non-inscrits doivent suivre attentivement les instructions de leurs intermédiaires, incluant celles concernant quand le formulaire d'instructions de vote doit être soumis.

EXERCICE DES DROITS DE VOTE RATTACHÉS AUX ACTIONS REPRÉSENTÉES PAR PROCURATION

Le droit de vote que confèrent les actions ordinaires (les actions), dont procuration est donnée par le formulaire dûment signé en faveur des personnes qui y sont désignées, sera exercé à l'occasion de tout scrutin tenu à l'assemblée selon les directives qui seront données. **Lors des scrutins à l'égard de l'élection des administrateurs et de la nomination des auditeurs, le droit de vote attaché aux actions représentées par procuration sera exercé ou non conformément aux instructions de l'actionnaire. De plus, si l'actionnaire indique un choix quant à un sujet pour lequel des mesures doivent être prises, le droit de vote attaché aux actions s'exercera en conséquence.**

Les administrateurs qui sollicitent la procuration s'engagent à respecter les instructions données par un actionnaire dans le formulaire de procuration. **Si aucune instruction n'est donnée, les voix seront exprimées en faveur de l'adoption des résolutions énoncées dans l'avis de convocation. La procuration ci-jointe confère un pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne tout amendement relatif aux questions énoncées dans l'avis de convocation ainsi que toute autre question dont l'assemblée pourrait être régulièrement saisie sauf l'élection d'un administrateur qui n'est pas un candidat proposé dans la circulaire.** À la date des présentes, les dirigeants de la Société n'ont connaissance d'aucune modification aux sujets mentionnés dans l'avis de convocation, ni à l'égard d'aucun autre sujet dont l'assemblée pourrait être saisie.

DATE DE CLÔTURE DES REGISTRES

La Société a fixé au 30 avril 2025 la date de clôture des registres pour l'assemblée. Seuls les actionnaires inscrits à cette date ont le droit de recevoir l'avis de convocation à l'assemblée ainsi que les documents s'y rapportant.

PERSONNES INTÉRESSÉES DANS CERTAINS POINTS DE L'ORDRE DU JOUR

À la date des présentes, à la connaissance de la direction de la Société et à l'exception de ce qui est divulgué ailleurs dans la présente circulaire, aucune personne n'est intéressée dans un point quelconque de l'ordre du jour, que ce soit en raison des titres possédés ou de toute autre manière.

POINTS À L'ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE

Présentation des états financiers

Les actionnaires recevront et examineront les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, ainsi que le rapport du vérificateur y afférent. Aucun vote des actionnaires de la Société n'est requis à l'égard de cette question. Ces documents sont disponibles sur demande ou peuvent être consultés sous le profil de la Société à l'adresse <https://www.sedarplus.ca> ou sur le site Web de la Société à l'adresse www.radissonmining.com/fr/.

Élection des administrateurs

Contexte

Les affaires de la Société sont administrées par un conseil d'administration composé d'un nombre minimal d'un (1) administrateur et d'un nombre maximal de neuf (9) administrateurs. Présentement, les affaires de la Société sont administrées par un conseil d'administration composé de sept (7) administrateurs. Lors de l'assemblée, les actionnaires sont invités à élire sept administrateurs pour un mandat d'un an. Il s'agit de Pierre Beaudoin, Matt Manson, Lise Chenard, Michael Gentile, Jeff Swinoga, Cindy Valence et Peter MacPhail (les « **Nominés** »).

Le mandat d'un administrateur élu à une assemblée expire à l'élection de son successeur, à moins qu'il ne démissionne ou que son poste devienne vacant en raison de son décès ou d'une autre cause selon les règlements généraux de la Société.

La direction de la Société considère que tous les candidats sont capables d'agir comme administrateur pour la durée du mandat mais advenant qu'il ne puisse remplir la fonction, pour quelque raison que ce soit avant la tenue de l'assemblée, les personnes mentionnées dans le formulaire de procuration ci-joint se réservent le droit de voter pour d'autres candidats de leur choix.

Candidats aux postes d'administrateur

Dans le tableau ci-dessous apparaît le nom des personnes que la direction de la Société mettra en nomination lors de l'élection des administrateurs ainsi que d'autres renseignements pertinents.

Nom	Occupation principale et poste occupé au sein de la Société	Administrateur depuis	Nbre d'actions de catégorie A au 1 avril 2025 (directement ou indirectement)
Pierre Beaudoin ⁽²⁾	Président du conseil d'administration et Administrateur	2021	2 504 070
Matt Manson	Président, Chef de la Direction et Administrateur	2024	3 335 500
Lise Chenard ^{(1) (2) (3)}	Administrateur	2024	28 000
Michael Gentile ^{(1) (3)}	Administrateur et Aviseur stratégique	2021	19 981 792
Jeff Swinoga ⁽¹⁾	Administrateur	2021	261 111
Cindy Valence ⁽²⁾	Administrateur	2024	Nil
Peter MacPhail ⁽³⁾	Administrateur	2024	500,000

Notes :

⁽¹⁾ Membres du comité d'audit

⁽²⁾ Membres ESG (Environnement, Social et Gouvernance)

⁽³⁾ Membres du comité de la rémunération

Les renseignements relatifs aux actions détenues en propriété véritable ou sur lesquelles les personnes mentionnées exercent une emprise ne proviennent pas de la Société, mais ont été fournis par les candidats respectifs et ils sont en date du 1 avril 2025.

Pierre Beaudoin, Michael Gentile, Jeff Swinoga Lise Chenard et Cindy Valence ont été élus administrateurs de la Société lors de l'assemblée annuelle des actionnaires du 6 juin 2024 pour laquelle une circulaire de sollicitation de procurations de la direction avait été envoyée.

La direction ne prévoit pas que l'un des candidats proposés soit dans l'incapacité de siéger en tant qu'administrateur, mais si cela devait se produire pour quelque raison que ce soit avant l'Assemblée, les personnes nommées dans le formulaire de procuration ci-joint se réservent le droit de voter pour un autre candidat, à leur discrétion.

Le Conseil recommande aux actionnaires de voter EN FAVEUR de l'élection de chacun des candidats proposés. Sauf indication contraire, les fondés de pouvoir de la direction entendent voter EN FAVEUR de l'élection de chacun des candidats proposés.

Notes biographiques

Pierre Beaudoin, président du conseil d'administration et administrateur est un cadre senior avec une expérience internationale de plus de 30 ans en opérations, développement de projets et en traitement des minéraux. M. Beaudoin a rejoint le conseil d'administration de SilverCrest Metals, Inc. en juin 2018, puis en est devenu chef de l'exploitation en novembre 2018. Durant ses cinq années à ce poste, il a dirigé avec succès les études techniques, la construction et la montée en puissance de l'exploitation de Las Chispas. M. Beaudoin a pris sa retraite début 2024 et a réintégré le conseil d'administration de SilverCrest avant son acquisition par Coeur Mining, où il demeure administrateur. M. Beaudoin a précédemment occupé les postes de chef de l'exploitation et de vice-président principal des projets d'investissement chez Detour Gold Corporation, ainsi que des postes de direction et de projets d'investissement chez Barrick Gold Corporation. Il est actuellement président du conseil d'administration de Radisson Mining Resources, Inc.

Matt Manson, président, chef de la direction et administrateur possède plus de 30 ans d'expérience internationale dans l'industrie minière. M. Manson apporte une expertise reconnue dans tous les aspects du secteur, notamment l'exploration, les permis, le développement minier, le financement, les opérations et les marchés financiers. Avant de se joindre à Radisson, de 2019 à 2024, M. Manson a dirigé l'exploration, le développement et la construction du projet Valentine Gold chez Marathon Gold Corporation, jusqu'à la fusion de cette dernière avec Calibre Mining Corporation, une transaction évaluée à 345 millions de dollars canadiens en contrepartie d'actions. Avant Marathon, de 2008 à 2018, il a occupé le poste de président et chef de la direction de Stornoway Diamond Corporation, où il a assuré le financement et le développement du projet Renard, la première mine de diamants du Québec, d'une valeur de 500 millions de dollars canadiens. M. Manson est largement reconnu dans l'industrie minière, ayant été nommé Personnalité minière de l'année 2017 par le Northern Miner, en plus d'avoir reçu le prix Viola Macmillan de la PDAC en 2015 pour son leadership en gestion et en financement dans le cadre de projets d'exploration et de développement des ressources minérales. Il détient un baccalauréat en sciences (géophysique) de l'Université d'Édimbourg ainsi qu'une maîtrise et un doctorat en géologie de l'Université de Toronto.

Lise Chénard, Ing. et administrateur possède plus de 40 ans d'expérience en géologie minière (Au, Cu, Zn) au Québec et à l'international. Son expertise s'étend à l'exploitation minière, à la gestion et la supervision technique, à l'audit de ressources et réserves minérales et aux études techniques de projets miniers. De 1980 à 2001, elle a travaillé au Québec et à l'international pour différentes opérations minières aurifères et de métaux de base (Campbell Chibougamau Mines, Lac Minerals, Barrick Gold). Elle a occupé le poste de conseillère technique (2001-2005, 2008-2009) pour des projets de l'ACDI en renforcement institutionnel du secteur minier (Bolivie et Pérou). Elle a œuvré à l'international pour Barrick Gold (2006-2008) en Russie et en République Dominicaine (Pueblo Viejo) au poste de chef géologue. Elle a travaillé à titre de consultante indépendante (2009-2012) sur divers projets et exploitations aurifères (République Dominicaine, Chili, Mexique, Nunavut). De 2013 à 2021, elle a occupé le poste de Directrice principale, géologie minière et de conseillère technique principale pour IAMGOLD. Elle travaille depuis comme consultante et siège sur le conseil d'administration de SOQUEM.

Michael Gentile, CFA, administrateur est l'un des principaux investisseurs stratégiques dans le secteur minier junior, détenant d'importantes participations dans plus de 25 Sociétés minières de petite capitalisation. M. Gentile est actuellement conseiller stratégique pour Northisle Copper and Gold (NCX-V) et administrateur de Northern Superior Resources (SUP-V), Roscan Gold (ROS-V), Ressources minières Radisson (RDS-V), Solstice Gold (SGC-V), Group Eleven Resources (ZNG-V), PO Valley Energy Ltd (PVE-AU) et OnGold Resources (ONAU-V). Michael a récemment cofondé Bastion Asset Management en janvier 2022, une Société de gestion de fonds en pleine croissance

à Montréal, avec plus de 500 millions de dollars d'actifs sous gestion. Il était précédemment vice-président et gestionnaire de portefeuille principal chez Formula Growth Limited.

Jeff Swinoga, CPA, MBA, administrateur est cadre de haut niveau avec plus de 25 années d'expérience dans l'industrie minière en particulier dans les secteurs des marchés de capitaux, l'avancement, le développement et la construction de projets. Il est présentement président, chef de la direction et administrateur de Exploits Discovery Corp. Préalablement, il fut co-meneur national minier et métallurgie chez Ernst & Young Canada. Il a également été président et chef de la direction de First Mining Gold, Chef de la direction financière de Torex Gold Resources Inc. (TSX : TXG) où il a mené le financement de \$ 800 millions US pour la mine d'or El Limon-Guajes de même que la transition de Torex d'une Société d'exploration et de développement en un producteur d'or de niveau intermédiaire. Avant Torex, il fut durant 4 ans chef de la direction financière de North American Palladium Ltd., ou il joua un rôle clé pour le financement de l'expansion de la mine Lac des Iles. M. Swinoga a également œuvré pour 3 années en tant que chef de la direction financière chez Hudbay Minerals Inc., aidant à la croissance de la société de l'offre initiale publique en 2004 jusqu'à une capitalisation boursière de plus de 2 milliards. Plus tôt dans sa carrière, il a passé 7 années avec Barrick Gold Corporation où il a joué un rôle important dans le financement des projets Bulyanhulu et Veladero. M. Swinoga est un comptable agréé professionnel et détient une maîtrise en administration des affaires de l'université de Toronto de même qu'un baccalauréat (avec honneurs) en économie de l'université de Western Ontario. Il est présentement administrateur du conseil d'administration de Mountain Province Diamonds Inc. et il siège également sur le conseil d'administration de l'Association des prospecteurs et développeurs du Canada (le PDAC), avec 8 000 membres, l'une des associations minières les plus grandes au monde, où il est également président du comité d'audit.

Cindy Valence, MBA, une gestionnaire d'expérience forte de plus de 20 ans d'expérience dans des postes de haute direction. Elle a récemment occupé le poste de Vice-Présidente Exécutive et Cheffe de la direction Développement Durable chez Sayona Mining Ltd. ou elle a mené la mobilisation d'une multitude de parties prenantes afin de permettre la relance des opérations du principal producteur de concentré de spodumène de Lithium en Amérique du Nord avec succès et le développement de projets miniers d'envergure. Sa sensibilité en matière de durabilité, son expertise en transition énergétique sont des atouts majeurs, tout comme sa capacité à établir des liens avec les Premières Nations, illustrée par la mise en place de tables de négociation fructueuses. Cindy a siégé sur de nombreux conseils d'administration, dont Women In Mining Abitibi, la Chambre de commerce et d'Industrie de Rouyn-Noranda, Propulsion Québec et la grappe des transports électriques et intelligents. Elle est détentricrice d'un MBA avec une spécialisation en gestion appliquée à l'industrie minière, Professionnelle accréditée en commerce international et candidate à la désignation d'Administrateur de sociétés certifié (ASC).

Peter MacPhail, ing., administrateur, possède plus de 35 ans d'expérience opérationnelle dans le secteur minier au Canada, au Mexique et en Australie. De 2015 à 2022, il a occupé le poste de chef de l'exploitation chez Alamos Gold Inc. Avant cela, il a également été chef de l'exploitation chez AuRico Gold Inc. et Northgate Minerals Inc. Au cours de son mandat dans ces organisations, Peter a supervisé la construction de la mine Young-Davidson, les premières phases d'expansion de la mine Island Gold, ainsi que la construction de la mine La Yaqui Grande au Mexique. De 2022 à 2024, il a été administrateur, puis président du conseil d'administration de Marathon Gold Corporation, jusqu'à son acquisition par Calibre Mining Corporation. Il est titulaire d'un baccalauréat en génie minéral de l'Université de Toronto et est ingénieur professionnel agréé en Ontario.

Interdiction d'opérations sur valeurs et faillite

Sauf indication contraire ci-dessous, au cours des dix (10) dernières années, aucun des candidats au poste d'administrateur :

- (a) n'est, ou n'a été, administrateur, chef de la direction d'une société, y compris celle-ci, qui a fait l'objet d'une interdiction d'opérations, d'une ordonnance semblable ou d'une ordonnance privant la société du droit de se prévaloir d'une dispense prévue par la législation en valeurs mobilières, ou, d'une société qui a fait l'objet de telles ordonnances, après que l'administrateur ou le dirigeant n'ait cessé ses activités de dirigeant ou d'administrateur, et qui découle d'un événement survenu pendant qu'il exerçait ces fonctions;
- (b) n'a été déclaré failli ou n'a fait cession volontaire ou proposition à l'égard de la faillite ou de l'insolvabilité, n'a été poursuivi par des créanciers ou n'a conclu d'arrangement ou de compromis avec eux, et aucun séquestre, séquestre-gérant ou syndic de faillite n'a été nommé pour détenir ses biens.

- (c) n'est, ou n'a été, administrateur ou membre de la haute direction d'une société qui, pendant qu'il exerçait cette fonction ou dans l'année suivant la cessation de cette fonction, a fait faillite, fait une proposition concordataire en vertu de la législation sur la faillite ou l'insolvabilité, été poursuivie par ses créanciers, conclu un concordat ou un compromis avec eux, intenté des poursuites contre eux, pris des dispositions ou fait des démarches en vue de conclure un concordat ou un compromis avec eux, ou pour laquelle un séquestre, un séquestre-gérant ou un syndic de faillite a été nommé pour détenir ses biens;

M. Manson a été administrateur de Stornoway Diamond Corporation (« Stornoway ») du 11 mars 2009 au 14 mai 2019, président de Stornoway à partir du 7 mars 2007 et président et chef de la direction de Stornoway du 1er janvier 2009 au 31 décembre 2018. Stornoway s'est placée sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (« LACC ») le 9 septembre 2019. Le processus en vertu de la LACC a été conclu par ordonnance de la Cour supérieure du Québec en novembre 2019, et la filiale opérationnelle de Stornoway en est ressortie, poursuivant ses activités en continuité d'exploitation après la mise en œuvre réussie des transactions de restructuration de Stornoway. En novembre 2019, Stornoway a procédé à une cession volontaire de faillite conformément à la Loi sur la faillite et l'insolvabilité, laquelle a été complétée par la suite.

Pénalités ou sanctions

Selon la direction de la Société, aucun des administrateurs proposés n'a été l'objet de :

- (a) N'importe quelle pénalité ou sanction imposée par une cour relativement aux lois sur les valeurs mobilières, par un organisme réglementant les valeurs mobilières ou a conclu une entente à l'amiable avec un organisme réglementant les valeurs mobilières; ou
- (b) N'importe quelle pénalité ou sanction imposée par un tribunal ou un organisme de réglementation qui serait vraisemblablement considérée comme importante par un investisseur raisonnable dans sa décision de voter en faveur d'un administrateur proposé.

Nomination des auditeurs

La direction de la Société propose que RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.E., Comptables professionnels agréés soient nommés en tant qu'auditeurs indépendants de la Société jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des actionnaires de la Société et qu'on autorise le conseil d'administration à fixer leur rémunération.

Les personnes nommées dans le formulaire de procuration ci-joint voteront en faveur de la nomination de RAYMOND CHABOT BRANT THORNTON S.E.N.C.R.L., comptables professionnels agréés, comme auditeurs indépendants de la Société à l'assemblée et autoriseront les administrateurs à fixer leur rémunération, à moins que l'actionnaire signataire de la procuration n'ait indiqué la volonté de s'abstenir de voter à l'égard de la nomination des auditeurs.

Plan Omnibus d'Incitatif en Équité

La Société sollicite l'approbation de ses actionnaires pour un nouveau plan omnibus d'incitation en équité (le « **Plan Omnibus** ») destiné à remplacer le plan actuel d'options d'achat d'actions de la Société (le « **Plan d'Options Existant** »). En vertu du Plan d'Options Existant, le nombre d'actions pouvant être émises par l'exercice d'options est limité à 25 000 000 actions de catégorie A.

Le Plan Omnibus a été approuvé par le Conseil d'administration le 29 avril 2025, sous réserve de l'approbation des actionnaires et de la Bourse de croissance TSX (la « **Bourse** »). S'il est approuvé, le Plan Omnibus permettra à la Société d'émettre une gamme plus étendue d'attributions basées sur des actions, notamment des options d'achat d'actions (« **Options** »), des unités d'actions différées (« **UAD** »), des unités d'actions restreintes (« **UAR** ») et des unités d'actions liées à la performance (« **UAP** » ; collectivement avec les Options, UAD et UAR, les « **Attributions** »).

Toutes les options d'achat d'actions en circulation octroyées dans le cadre du Plan d'Options Existant (les « **Options Prédécesseurs** ») demeureront en vigueur en tant qu'options soumises aux conditions du Plan Omnibus. Toutefois, si les modalités du Plan Omnibus modifient défavorablement les conditions ou droits d'un détenteur d'Option

Prédécesseur sans son consentement, les modalités du Plan d'Options Existant continueront de s'appliquer à son avantage.

Le but du Plan Omnibus est de fournir à la Société un cadre souple de rémunération en actions permettant d'attirer, de retenir et de motiver des administrateurs, dirigeants, employés, consultants et prestataires de services en relations avec les investisseurs, et d'aligner leurs intérêts avec ceux des actionnaires en leur offrant une participation dans la Société.

Conditions Matérielles du Plan Omnibus

Ce qui suit est un résumé des conditions matérielles du Plan Omnibus, sous réserve du texte intégral du Plan Omnibus joint aux présentes en Annexe B. Tout terme en majuscule utilisé dans ce résumé mais non défini aura les significations attribuées à ces termes dans le Plan Omnibus.

- **Participants admissibles :** Le Plan Omnibus permet l'émission d'Attributions à l'intention des administrateurs, officiers, employés, consultants, employés de sociétés de gestion et prestataires de services en relations avec les investisseurs de la Société et de ses sociétés affiliées (chacun étant un « **Participant** »).
- **Types d'Attributions :**
 - **Options :** Droit d'acheter des actions ordinaires à un prix d'exercice déterminé.
 - **UAD :** Écritures comptables équivalentes à une action, généralement attribuées aux administrateurs non-salariés en remplacement des honoraires en espèces.
 - **UAR :** Unités donnant droit à l'obtention d'actions ou d'espèces à l'acquisition des droits, selon des conditions d'acquisition liées au temps.
 - **UAP :** Unités acquises à l'atteinte d'objectifs de performance définis par le conseil ou un comité.
- **Réserve d'actions (Section 3.6) :**
 - Le nombre total d'actions ordinaires pouvant être réservées pour émission dans le cadre du Plan Omnibus (y compris toutes les Options, UAR, UAP et UAD) ne doit pas dépasser 10 % des actions ordinaires émises et en circulation à tout moment (base rotative).
 - Les Attributions octroyées aux prestataires de services en relations avec les investisseurs sont limitées aux Options, qui doivent acquérir par tranches égales tous les trimestres pendant au moins 12 mois.
 - Le nombre total d'Options pouvant être attribuées à ces prestataires est limité à 2 % des actions en circulation sur une période de 12 mois.
 - Pour le calcul de ces limites, le nombre total d'Attributions exercées, annulées ou converties doit être comptabilisé, et non seulement les actions nettes émises.
- **Limites d'Attributions (Section 3.7) :**
 - Le nombre d'actions pouvant être attribuées aux initiés ne doit pas dépasser 10 % des actions en circulation, à tout moment ou au cours de toute période de 12 mois.
 - Aucun individu ne peut recevoir des Attributions représentant plus de 5 % des actions en circulation sur une période de 12 mois.
 - Aucun consultant ne peut recevoir des Attributions représentant plus de 2 % des actions en circulation sur une période de 12 mois.
 - Les prestataires de services en relations avec les investisseurs ne peuvent recevoir plus de 2 % des actions en circulation par période de 12 mois, et uniquement sous forme d'Options.
- **Prix d'exercice des Options :**
 - L'administrateur du plan fixera le prix d'exercice des Options au moment de leur octroi, lequel ne devra en aucun cas être inférieur au plus élevé des montants suivants: (i) le prix du marché réduit (tel que défini dans les politiques de la Bourse de croissance TSX) à la date d'octroi, et 0,05 \$.
- **Accords et cessibilité :**
 - Toutes les Attributions font l'objet d'un accord spécifique et sont non cessibles, sauf en cas de décès du Participant ou selon les exigences de la Bourse.

- **Acquisition des droits et expiration :**
 - L'administrateur du plan fixe les calendriers d'acquisition des droits selon les politiques de la Bourse.
 - Les Options attribuées aux prestataires en relations avec les investisseurs doivent respecter un échéancier fixe : 25 % après 3 mois, puis 25 % tous les 3 mois pendant un an.
 - Les UAD, UAR et UAP doivent acquérir au plus tôt un an après la date d'octroi, sauf exceptions limitées.
 - Les Options expirent au maximum dix (10) ans après la date d'octroi, sauf prolongation selon la section 8.2 du Plan.
- **Cessation d'emploi ou de services (Section 9.1) :**
 - En cas de cessation, les Attributions non acquises expirent immédiatement, sauf disposition contraire.
 - Les Attributions acquises peuvent être exercées pendant 90 jours après la fin de l'emploi, ou une autre période (max. 1 an) déterminée lors de l'octroi.
 - En cas de décès, les Attributions peuvent être exercées par la succession pendant jusqu'à un an.
 - En cas de congédiement pour motif valable, toutes les Attributions acquises et non acquises sont immédiatement annulées.
 - L'administrateur peut, dans certains cas, accélérer l'acquisition des droits, sous réserve de l'approbation de la Bourse.
- **Règlement des Attributions :**
 - Les UAD, UAR et UAP peuvent être réglées en actions, espèces, ou une combinaison, à la discrétion de la Société.
 - Les UAD doivent être réglées dans l'année suivant la séparation du service.
 - Les UAR et UAP doivent être réglées au plus tard à la fin de la troisième année civile suivant l'année d'octroi.

Exercice sans espèces / Exercice net : Le Plan Omnibus permet l'exercice d'Options sans déboursement d'espèces via un courtier (« cashless ») ou, pour les Participants non liés aux relations investisseurs, par exercice net (voir sections 4.6 et 4.7 du Plan).

Changement de contrôle : En cas de changement de contrôle, l'administrateur peut accélérer l'acquisition des droits pour permettre aux Participants de prendre part à la transaction.

Dividendes : Les Participants ayant des UAD, UAR ou UAP recevront des unités supplémentaires équivalentes lors de paiements de dividendes, sauf indication contraire. Ces unités supplémentaires suivent les mêmes règles d'échéance et de règlement que les unités initiales. Si leur émission excède les limites du Plan ou de la Bourse, un paiement en espèces peut être effectué.

Modifications : Le Conseil peut modifier le Plan sans l'approbation des actionnaires pour des changements administratifs. Cependant, l'approbation des actionnaires est requise pour toute modification qui:

- Augmente la réserve maximale d'actions.
- Prolonge la durée des Options détenues par des initiés.
- Permet la cessibilité des Attributions au-delà de ce qui est actuellement permis.
- Réduit le prix d'exercice d'une Option détenue par un initié.

Approbation par les Actionnaires et Résolution

Pour être en vigueur, le Plan Omnibus doit être approuvé par une majorité des voix exprimées par les actionnaires de la Société présents en personne ou représentés par procuration à l'assemblée.

Le texte de la résolution relative au Plan Omnibus (la « **Résolution du Plan Omnibus** »), qui sera soumis aux actionnaires de la Société lors de l'assemblée, est présenté ci-dessous :

« IL EST PAR CONSÉQUENT RÉSOLU QUE :

1. Le Plan Omnibus d'Incitation en Actions (le « **Plan Omnibus** ») de Ressources minières Radisson Inc. (la « **Société** »), dans sa version substantiellement conforme à celle présentée aux actionnaires de la Société (les « **Actionnaires** »), est par les présentes approuvé ; et
2. L'approbation du Plan Omnibus par le conseil d'administration de la Société (le « **Conseil** ») est par les présentes ratifiée et confirmée par les Actionnaires, et tout administrateur ou dirigeant de la Société est par les présentes autorisé et mandaté, au nom de la Société, à signer tous les documents et à accomplir tous les actes et démarches qu'il juge nécessaires ou souhaitables afin de donner effet aux dispositions de la présente résolution. »

Le Conseil recommande aux Actionnaires de **voter EN FAVEUR** de la Résolution du Plan Omnibus. À moins d'instructions contraires indiquées sur le formulaire de procuration ou le formulaire d'instructions de vote, les fondés de pouvoir de la direction **ont l'intention de voter EN FAVEUR** de la Résolution du Plan Omnibus.

Si la Résolution du Plan Omnibus **n'est pas approuvée** par les Actionnaires, la Société devra envisager d'autres méthodes de rémunération et de motivation à l'intention de ses administrateurs, dirigeants, employés et consultants.

DÉCLARATION DE LA RÉMUNÉRATION DE LA HAUTE DIRECTION

Les renseignements suivants sur la rémunération des dirigeants sont fournis à l'égard de chaque personne ayant occupé le poste de chef de la direction (CEO) ou de chef de la direction financière (CFO) de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, ainsi que des trois autres dirigeants les mieux rémunérés de la Société pour cet exercice, dont la rémunération annuelle totale a dépassé 150 000 \$ (collectivement, les « dirigeants nommés » ou « DN »).

Les dirigeants nommés pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 étaient :

- Matthew L. Manson, président et chef de la direction (à compter du 1er juillet 2024)
- Hubert Parent-Bouchard, chef de la direction financière
- Dave Ross, vice-président à l'exploration (à compter du 7 octobre 2024)
- Denis Lachance, président et chef de la direction par intérim (jusqu'au 30 juin 2024)

La section « Analyse et discussion sur la rémunération des dirigeants » de la présente circulaire expose les objectifs et l'approche de la Société en matière de rémunération des dirigeants. Elle fournit également des détails sur la structure globale de la rémunération ainsi que sur le rôle du comité de rémunération à l'égard de la rémunération des dirigeants nommés pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Analyse de la rémunération

Le conseil d'administration de la Société (le « Conseil ») s'est doté d'un comité de rémunération. Il est composé de trois membres, Michael Gentile à titre de président, Lise Chénard et Peter MacPhail. Il a entre autres pour but de conseiller le conseil d'administration dans la prise de décision sur la rémunération des officiers supérieurs, l'embauche des cadres supérieurs, la distribution des options d'achat d'actions, sur les problèmes d'éthique et de gouvernance.

Ultimement le Conseil assume la responsabilité d'établir les objectifs du programme de rémunération de la Société. Les politiques de rémunérations de la Société sont conçues afin de permettre à celle-ci de réaliser son ambition de devenir une société canadienne d'exploration et de développement miniers prospère. Le succès dans ce domaine dépend en grande partie de la capacité de la Société d'attirer, de retenir et de motiver des employés et fournisseurs de services compétents, et ce, à tous les niveaux de l'organisation.

Généralement, la Société favorise une rémunération annuelle en argent (salaire) basée sur celle en cours dans l'industrie ainsi que les régimes d'options d'achat d'actions. Afin de s'assurer de la convergence entre les intérêts à long terme de la Société et ceux de ses cadres supérieurs, administrateurs et employés Le conseil d'administration, octroie périodiquement des options d'achat d'actions aux dirigeants, administrateurs, employés ou toute autre personne admissible, selon un régime d'octroi d'achat d'actions. La Société n'a aucun critère objectif précis et n'effectue aucune analyse spécifique pour déterminer qui recevra des options d'achat d'actions et combien. Elle choisit plutôt de considérer la contribution et les responsabilités de chaque candidat à l'obtention d'options. Ces décisions sont prises par le Conseil, suite à des discussions et recommandation du comité de gouvernance. Les administrateurs

qui ne sont pas indépendants sont exclus d'une partie de ces discussions pour permettre au Conseil de s'exprimer librement.

En tant que société junior d'exploration, des mesures qualitatives de la performance de la Société sont préférables aux mesures quantitatives. Le Conseil considère l'effort, les activités d'exploration et l'acquisition de propriétés comme mesures qualitatives lors de l'évaluation de la performance et compare les rémunérations accordées avec celles que des sociétés similaires offrent à leurs dirigeants, administrateurs, employés ou toute autre personne admissible.

Comme il est décrit ailleurs dans la présente circulaire, le conseil d'administration a approuvé, sur recommandation du comité de rémunération, un nouveau régime incitatif omnibus. S'il est approuvé, ce régime omnibus remplacera le régime d'options existant et permettra à la Société d'octroyer un éventail plus large d'attributions fondées sur des titres de participation, notamment des options d'achat d'actions, des unités d'actions différées, des unités d'actions restreintes et des unités d'actions liées au rendement. Le régime incitatif omnibus a été élaboré afin de moderniser l'approche de la Société en matière de rémunération en actions et de mieux l'aligner sur les pratiques actuelles du marché et de gouvernance au Canada, en particulier parmi les sociétés inscrites à la Bourse de croissance TSX (TSXV) et les autres sociétés ouvertes du secteur minier et des ressources.

Tableau sommaire de la rémunération de la haute direction

Le tableau suivant présente la rémunération versée à chaque membre de la haute direction visé pour l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2024.

Nom et poste principal	Exercice	Salaire (\$)	Attributions fondées sur des d'actions (\$)	Attributions fondées sur des options (\$)	Rémunération en vertu d'un plan incitatif non fondé sur des titres de capitaux propres		Valeur du régime de retraite (\$)	Valeur des options exercées (\$)	Rémunération totale (\$)
					Plans incitatifs annuels	Plans incitatifs à long terme			
Matt Manson ⁽¹⁾ <i>Président et chef de la direction</i>	2024	151 442	N/A	45 500	N/A	N/A	N/A	N/A	196 942
	2023	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
	2022	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Hubert Parent-Bouchard <i>Chef de la direction financière</i>	2024	172 846	N/A	23 400	74 200	N/A	N/A	6 750	277 196
	2023	161 834	N/A	18 000	35 000	N/A	N/A	5 625	220 459
	2022	155 000	N/A	10 500	24 712	N/A	N/A	N/A	190 212
Dave Ross ⁽²⁾ <i>VP-Exploration</i>	2024	58 173	N/A	28 667	N/A	N/A	N/A	N/A	86 840
	2023	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
	2022	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Denis Lachance ⁽³⁾ <i>Président et chef de la direction par intérim</i>	2024	135 000	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	8 000	143 000
	2023	110 000	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	11 250	121 250
	2022	15 000	N/A	13 000	N/A	N/A	N/A	N/A	28 000

Attribution fondée sur des actions et des options en cours

Au cours de l'année terminée le 31 décembre 2024, la Société a accordé un total de 2 025 000 options d'achat d'actions à ses NEO. Le tableau suivant présente les attributions fondées sur des actions et les attributions fondées sur des options en cours pour chaque DN au 31 décembre 2024;

Attribution fondée sur des options					Attribution fondée sur des actions		
Nom	Titres sous-jacents aux options non exercées ^{(1) (2)} (\$)	Prix d'exercice des options ⁽³⁾ (\$)	Date d'expiration des options	Valeur des options dans le cours non exercées ⁽⁴⁾ (\$)	Nombre d'actions ou d'unités d'actions qui n'ont pas été acquis (#)	Valeur marchande des attributions fondées sur des actions dont les droits n'ont pas été acquis (\$)	Valeur marchande ou de paiement des attributions fondées sur des actions dont les droits ont été acquis au 31 décembre 2024 (\$)
Matt Manson <i>Président et chef de la direction</i>	1 300 000	0,18	04/06/2029	208 000	N/A	N/A	N/A
Hubert Parent-Bouchard <i>Chef de la direction financière</i>	200 000	0,255	13-06-2025	17 000	N/A	N/A	N/A
	500 000	0,31	08-03-2026	15 000	N/A	N/A	N/A
	150 000	0,28	14-06-2026	9 000	N/A	N/A	N/A
	150 000	0,13	16-06-2027	31 500	N/A	N/A	N/A
	225 000	0,18	15-06-2028	36 000	N/A	N/A	N/A
	225 000	0,18	06-06-2029	36 000	N/A	N/A	N/A
David Ross <i>VP Exploration</i>	500 000	0,28	29-10-2029	30 000	N/A	N/A	N/A
Denis Lachance <i>Président et chef de la direction par intérim</i>	500 000	0,255	13-06-2025	42 500	N/A	N/A	N/A
	350 000	0,28	14-06-2026	21 000	N/A	N/A	N/A
	581 000	0,13	01-07-2026	122 010	N/A	N/A	N/A
	200 000	0,12	01-07-2026	44 000	N/A	N/A	N/A
	212 000	0,13	01-07-2026	44 520	N/A	N/A	N/A
	593 750	0,18	01-07-2026	95 000	N/A	N/A	N/A

Notes :

- (1) Les titres auxquels sont rattachées les options sont des actions de catégorie A de la Société.
(2) La Société n'a modifié aucun prix de levée des options.
(3) Le prix de clôture des actions de catégorie A de la Société était de 0,34 \$ le 31 décembre 2024.

Attributions en vertu d'un plan incitatif – valeur à l'acquisition des droits ou valeur gagnée au cours de l'exercice

	Attributions fondées sur des options – Valeur à l'acquisition des droits ou valeur gagnée au cours de l'exercice (\$)	Attributions fondées sur des actions – Valeur à l'acquisition des droits au cours de l'exercice. (\$)	Rémunération en vertu d'un plan incitatif non fondé sur des titres de capitaux propres – valeur gagnée au cours de l'exercice (\$)
Matt Manson Président et chef de la direction	45 500	N/A	N/A
Hubert Parent-Bouchard Chef de la direction financière	23 400	N/A	N/A
David Ross VP Exploration	28 667	N/A	N/A

Indemnités de fin d'emploi et en cas de changement de contrôle

Matt Manson, Président et Chef de la direction

La Société et M. Manson ont conclu une entente de travail en date du 1er juillet 2024. Cette entente stipule que si la Société met fin à l'emploi de M. Manson sans motif valable au cours de la première année de son emploi, M. Manson aura droit à un paiement forfaitaire équivalent à 12 mois de son salaire de base et de sa prime. Si la Société met fin à l'emploi de M. Manson sans motif valable après la première année de son emploi, M. Manson aura droit à un paiement forfaitaire équivalent à 18 mois de son salaire de base et à la moyenne de ses primes acquises au moment de la cessation d'emploi. En cas de changement de contrôle, tel que défini dans l'entente de travail, et si M. Manson est congédié ou démissionne dans les douze mois suivant ce changement, il aura droit à un paiement forfaitaire équivalent à 24 mois de son salaire de base et à la moyenne de ses primes acquises au moment de la cessation d'emploi.

Hubert Parent-Bouchard, Chef de la direction financière

La Société et M. Parent-Bouchard ont conclu une entente de travail en date du 1er juillet 2023. Cette entente stipule que si la Société met fin à l'emploi de M. Parent-Bouchard sans motif valable, celui-ci recevra un préavis raisonnable de cessation d'emploi ou une indemnité compensatoire en lieu et place de ce préavis. En cas de changement de contrôle, tel que défini dans l'entente de travail, et si M. Parent-Bouchard est congédié ou démissionne dans les douze mois suivant ce changement, il aura droit à un paiement forfaitaire équivalent à 12 mois de son salaire de base ainsi qu'à une prime représentant 10 % de son salaire.

David Ross, Vice-président Exploration

La Société et M. Ross ont conclu une entente de travail en date du 7 octobre 2024. Cette entente stipule que si la Société met fin à l'emploi de M. Ross sans motif valable au cours de la première année de son emploi, M. Ross aura droit à un paiement forfaitaire équivalent à 6 mois de son salaire de base et de sa prime. Si la Société met fin à l'emploi de M. Ross sans motif valable après la première année de son emploi, M. Ross aura droit à un paiement forfaitaire équivalent à 12 mois de son salaire de base et à la moyenne de ses primes acquises au moment de la cessation d'emploi. En cas de changement de contrôle, tel que défini dans l'entente de travail, et si M. Ross est congédié ou démissionne dans les douze mois suivant ce changement, il aura droit à un paiement forfaitaire équivalent à 18 mois de son salaire de base et à la moyenne de ses primes acquises au moment de la cessation d'emploi.

RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS

Au cours de l'exercice financier clos le 31 décembre 2024, les administrateurs ont été rémunérés pour l'exercice de leurs fonctions générales à titre d'administrateurs, ainsi que pour tout service additionnel rendu au sein des comités du conseil. Les administrateurs peuvent également recevoir une rémunération sous forme d'actions, conformément au régime d'options de la Société. L'attribution d'options se fait à la discrétion du conseil d'administration, sur recommandation du comité de rémunération. Les administrateurs peuvent également être remboursés pour les dépenses personnelles engagées dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions.

Honoraires des administrateurs

Depuis juin 2021, la rémunération du conseil d'administration se concrétise par un montant forfaitaire annuel (les montants peuvent être effectués 50% en espèces et 50% en options d'achat d'actions).

Président du conseil	30 000 \$
Président du comité d'audit	20 000 \$
Président du comité ESG	25 000 \$
Autres administrateurs	17 500 \$

Rémunération des administrateurs

Tableau de la rémunération des administrateurs

Le tableau suivant présente l'information concernant la rémunération versée aux administrateurs de la société, autres que les membres de la haute direction visés, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

La rémunération à base d'actions est une valeur théorique donnée à la date d'octroi des options calculée suivant le modèle d'évaluation du prix d'options de Black & Sholes. Les options d'achat d'actions ont reçu une valeur théorique de 0,104 \$ pour les options d'achat d'actions attribuées le 6 juin 2024 et le 17 juillet 2024.

Nom	Honoraires (\$)	Attributions fondées sur des actions (\$)	Attributions fondées sur des options (\$)	Rémunération en vertu d'un plan incitatif non fondé sur des titres de capitaux propres (\$)	Valeur du régime de retraite (\$)	Autre rémunération (\$)	Total (\$)
Pierre Beaudoin ⁽²⁾ Administrateur et président du conseil d'administration	23 243	Nil	46 800	Nil	Nil	Nil	70 043
Michael Gentile Administrateur	17 500	Nil	26 000	Nil	Nil	Nil	43 500
Jeff Swinoga Administrateur	20 000	Nil	26 000	Nil	Nil	Nil	46 000
Lise Chenard ⁽³⁾ Administrateur	8 750	Nil	41 600	Nil	Nil	Nil	50 350
Cindy Valence ⁽³⁾ Administrateur	12 500	Nil	41 600	Nil	Nil	Nil	54 100
Peter MacPhail ⁽⁴⁾ Administrateur	8 007	Nil	41 600	Nil	Nil	Nil	49 607
Denis Lachance ⁽⁵⁾ Administrateur et président du conseil d'administration	15 000	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	15 000
Siri C. Genick ⁽⁵⁾ Administrateur	12 500	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	12 500
Denis Bois ⁽⁵⁾ Administrateur	8 750	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil	8 750

Notes :

- (1) La juste valeur à la date d'attribution des options a été déterminée à l'aide du modèle d'évaluation des options de Black-Scholes, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Le modèle de Black-Scholes a été retenu puisqu'il s'agit d'une méthode financière largement utilisée pour évaluer la juste valeur des options. Les hypothèses utilisées pour le calcul de la juste valeur des options attribuées en 2024 comprennent une volatilité de 65,9 %, une durée de vie moyenne prévue de 5 ans et un taux d'intérêt sans risque moyen de 3,3 %.
- (2) Nommé président du conseil le 17 juillet 2024.
- (3) Nommé administrateur le 6 juin 2024.
- (4) S'est joint au conseil à titre d'administrateur le 17 juillet 2024.
- (5) A cessé d'être administrateur le 6 juin 2024.

Le tableau suivant présente les rémunérations à base d'actions et d'option par chaque administrateur qui ne fait pas partie de la haute direction visée le 31 décembre 2024.

Attribution d'options d'achat d'actions					Attribution à base d'actions		
Nom	Titres sous-jacents aux options non exercées ⁽¹⁾⁽²⁾ (#)	Prix d'exercice des options ⁽³⁾ (\$)	Date d'expiration des options	Valeur des options dans le cours non exercés ⁽⁴⁾ (\$)	Nombre d'actions ou unités d'actions qui n'ont pas été acquis (#)	Valeur marchande des attributions fondées dont les actions dont les droits n'ont pas été acquis (\$)	Valeur marchande ou de paiement des attributions fondées sur des actions dont les droits ont été acquis (non payées ou distribuées) (\$)
Pierre Beaudoin	750 000	0,23	2026-09-23	86 250	N/A	N/A	N/A
	385 000	0,13	2027-06-16	80 850	N/A	N/A	N/A
	124 000	0,13	2027-12-13	26 040	N/A	N/A	N/A
	304 690	0,18	2028-06-15	48 750	N/A	N/A	N/A
	37 720	0,20	2028-12-18	5 281	N/A	N/A	N/A
	250 000	0,18	2029-06-06	40 000	N/A	N/A	N/A
	200 000	0,18	2029-07-17	32 000	N/A	N/A	N/A
Michael Gentile	250 000	0,30	2026-02-16	10 000	N/A	N/A	N/A
	250 000	0,28	2026-06-14	15 000	N/A	N/A	N/A
	385 000	0,13	2027-06-16	80 850	N/A	N/A	N/A
	124 000	0,13	2027-12-13	26 040	N/A	N/A	N/A
	304 690	0,18	2028-06-15	48 750	N/A	N/A	N/A
	37 720	0,20	2028-12-18	5 281	N/A	N/A	N/A
	250 000	0,18	2029-06-06	40 000	N/A	N/A	N/A
Jeff Swinoga	750 000	0,23	2026-09-23	86 250	N/A	N/A	N/A
	405 000	0,13	2027-06-16	85 050	N/A	N/A	N/A
	141 000	0,13	2027-12-13	29 610	N/A	N/A	N/A
	250 000	0,18	2028-06-15	40 000	N/A	N/A	N/A
	43 105	0,20	2028-12-18	6 035	N/A	N/A	N/A
	250 000	0,18	2029-06-06	40 000	N/A	N/A	N/A
Lise Chenard	400 000	0,18	2029-06-06	64 000	N/A	N/A	N/A
Cindy Valence	400 000	0,18	2029-06-06	64 000	N/A	N/A	N/A
Peter MacPhail	400 000	0,18	2029-07-17	64 000	N/A	N/A	N/A

Notes :

(1) La Société n'a accordé aucun droit à l'appréciation des actions (« SARs »).

(2) Les titres sous-jacents aux options sont des actions de catégorie A de la Société.

(3) La Société n'a modifié le prix d'exercice d'aucune option.

(4) Basé sur un cours de clôture de 0,34 \$ pour les actions de catégorie A de la Société en date du 31 décembre 2024.

INFORMATION SUR LES RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION À BASE DE TITRES DE PARTICIPATION

Résumé

Le tableau suivant donne des précisions concernant le plan de rémunération sous lesquels les actions de la Société peuvent être émises au 31 décembre 2024.

Catégorie de plan	Nombre de titres devant être émis lors de l'exercice des options en circulation (a)	Prix d'exercice moyen pondéré des options en circulation (b)	Nombre de titres restant à émettre en vertu des plans de rémunération à base de titres en participation (à l'exclusion des titres indiqués dans la colonne (a)) (c)
Plan de rémunération fondé sur des titres de capitaux propres approuvés par les porteurs	17 809 805	0,20 \$	7 190 195
Plan de rémunération fondé sur des titres de capitaux non approuvés par les porteurs	Nil	Nil	Nil
Total	17 809 805	0,20 \$	7 190 195

COMITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

La Société a mis en place trois comités qui soutiennent les responsabilités générales de surveillance du Conseil. Ces comités sont les suivants :

- Le Comité de vérification, qui supervise les processus comptables et de présentation de l'information financière de la Société, ainsi que les audits externes des états financiers consolidés de la Société ;
- Le Comité de rémunération, qui est responsable de l'élaboration et de la gestion des stratégies, politiques et pratiques de rémunération de la Société, et dont les membres sont M. Gentile (président), Mme Chenard et M. MacPhail ;
- Le Comité Environnement, Social et Gouvernance (ESG), composé de Mme Valence (présidente), M. Beaudoin et Mme Chenard, qui est chargé des responsabilités suivantes :
 - Évaluer les impacts environnementaux potentiels, les préoccupations des communautés et les défis en matière de gouvernance liés aux activités d'exploration ;
 - Élaborer des politiques internes et établir des objectifs mesurables afin d'assurer des pratiques responsables conformes aux exigences réglementaires et aux meilleures pratiques de l'industrie ;
 - Faciliter une communication transparente avec les communautés locales, les organismes de réglementation et les investisseurs afin de bâtir un climat de confiance et de maintenir l'acceptabilité sociale des activités.

Une divulgation plus détaillée concernant le Comité de vérification et ses principales activités figure ci-dessous.

Comité d'audit

Le comité d'audit est un comité du conseil d'administration établi dans le but de superviser le processus comptable et de reporting financier de la Société ainsi que les audits externes de ses états financiers consolidés. À cet égard, le comité aide le conseil d'administration à remplir ses responsabilités de surveillance en ce qui concerne les normes et

pratiques comptables internes de la Société, les informations financières, les systèmes et procédures comptables, les rapports et états financiers, ainsi que la nature et l'étendue de l'audit externe annuel. Le comité d'audit recommande également au conseil l'approbation des états financiers consolidés annuels audités de la Société, du rapport de gestion annuel et d'autres divulgations financières obligatoires.

Les membres du comité d'audit sont nommés annuellement par le conseil d'administration. Le comité d'audit est actuellement composé de M. Swinoga (président), de M. Gentile et de Mme Chenard, chacun étant financièrement compétent, c'est-à-dire que l'administrateur a la capacité de lire et de comprendre un ensemble d'états financiers qui présentent l'étendue et le niveau de complexité des questions comptables qui peuvent raisonnablement être soulevées par les états financiers de la Société. Chacun des membres du comité d'audit est considéré comme indépendant.

La charte du comité d'audit de la Société est annexée en tant qu'Annexe « A » à cette circulaire.

Formation et expériences pertinentes

La formation et l'expérience de chaque membre du comité d'audit sont pertinentes, les notes biographiques qui suivent pour chacun des membres le démontrent très bien :

Jeff Swinoga, CPA, MBA, administrateur est cadre de haut niveau avec plus de 25 années d'expérience dans l'industrie minière en particulier dans les secteurs des marchés de capitaux, l'avancement, le développement et la construction de projets. Il est présentement président, chef de la direction et administrateur de Exploits Discovery Corp. Préalablement, il fut co-meneur national minier et métallurgie chez Ernst & Young Canada. Il a également été président et chef de la direction de First Mining Gold, Chef de la direction financière de Torex Gold Resources Inc. (TSX : TXG) où il a mené le financement de \$ 800 millions US pour la mine d'or El Limon-Guajes de même que la transition de Torex d'une Société d'exploration et de développement en un producteur d'or de niveau intermédiaire. Avant Torex, il fut durant 4 ans chef de la direction financière de North American Palladium Ltd., ou il joua un rôle clé pour le financement de l'expansion de la mine Lac des Iles. M. Swinoga a également œuvré pour 3 années en tant que chef de la direction financière chez Hudbay Minerals Inc., aidant à la croissance de la société de l'offre initiale publique en 2004 jusqu'à une capitalisation boursière de plus de 2 milliards. Plus tôt dans sa carrière, il a passé 7 années avec Barrick Gold Corporation où il a joué un rôle important dans le financement des projets Bulyanhulu et Veladero. M. Swinoga est un comptable agréé professionnel et détient une maîtrise en administration des affaires de l'université de Toronto de même qu'un baccalauréat (avec honneurs) en économie de l'université de Western Ontario. Il est présentement administrateur du conseil d'administration de Mountain Province Diamonds Inc. et il siège également sur le conseil d'administration de l'Association des prospecteurs et développeurs du Canada (le PDAC), avec 8 000 membres, l'une des associations minières les plus grandes au monde, où il est également président du comité d'audit.

Michael Gentile, CFA, administrateur est l'un des principaux investisseurs stratégiques dans le secteur minier junior, détenant d'importantes participations dans plus de 25 Sociétés minières de petite capitalisation. M. Gentile est actuellement conseiller stratégique pour Northisle Copper and Gold (NCX-V) et administrateur de Northern Superior Resources (SUP-V), Roscan Gold (ROS-V), Ressources minières Radisson (RDS-V), Solstice Gold (SGC-V), Group Eleven Resources (ZNG-V), PO Valley Energy Ltd (PVE-AU) et OnGold Resources (ONAU-V). Michael a récemment cofondé Bastion Asset Management en janvier 2022, une Société de gestion de fonds en pleine croissance à Montréal, avec plus de 500 millions de dollars d'actifs sous gestion. Il était précédemment vice-président et gestionnaire de portefeuille principal chez Formula Growth Limited.

Mme Lise Chénard, Ing., administratrice, possède plus de 40 ans d'expérience en géologie minière (Au, Cu, Zn) au Québec et à l'international. Son expertise couvre les opérations minières, la gestion et la supervision technique, les audits des ressources et réserves, ainsi que les études techniques de projets miniers. De 1980 à 2001, elle a travaillé au Québec et à l'international pour diverses opérations minières d'or et de métaux de base (Campbell Chibougamau Mines, Lac Minerals, Barrick Gold). Elle a occupé le poste de conseillère technique (2001-2005, 2008-2009) pour les projets de la CIDA portant sur le renforcement des institutions du secteur minier (Bolivie et Pérou). Elle a travaillé à l'international pour Barrick Gold (2006-2008) en Russie et en République Dominicaine (Pueblo Viejo) en tant que géologue en chef. Elle a également exercé en tant que consultante indépendante (2009-2012) sur divers projets et opérations aurifères (République Dominicaine, Chili, Mexique, Nunavut). De 2013 à 2021, elle a occupé le poste de Directrice principale, Géologie minière, et conseillère technique principale pour IAMGOLD. Elle travaille en tant que consultante depuis lors et siège au conseil d'administration de SOQUEM.

Encadrement du comité d'audit

À aucun moment depuis le début de l'exercice financier récemment clos de la Société, une recommandation du comité d'audit concernant la nomination ou la rémunération d'un auditeur externe n'a été rejetée par le conseil d'administration de la Société.

Politiques et procédures d'approbation préalable

Le comité d'audit a adopté des politiques et des procédures particulières pour l'attribution de contrats relatifs aux services non liés à l'audit qui sont décrites dans la Charte du comité d'audit reproduite à l'annexe A des présentes.

Honoraires pour les services de l'auditeur externe

Le total des honoraires facturés au cours de chacun des deux derniers exercices financiers par les auditeurs externes de la Société est indiqué ci-après :

Exercice financier terminé le	Honoraires d'audit	Honoraires pour services liés à l'audit	Honoraires pour services fiscaux	Autres honoraires
31 décembre 2024	53 250 \$	N/A	9 260 \$	0 \$
31 décembre 2023	52 000 \$	N/A	3 000 \$	0 \$

Dispense pour les émetteurs émergents

La Société est un émetteur émergent et se prévaut à ce titre de la dispense prévue à l'article 6.1 du Règlement qui dispense les émetteurs émergents de l'application de certaines dispositions du Règlement concernant la composition du comité d'audit et certaines obligations de déclaration.

DIVULGATION EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

Le Conseil d'administration reconnaît l'importance de la gouvernance d'entreprise pour une gestion efficace de la Société et dans l'intérêt de ses employés et de ses actionnaires. L'approche de la Société en matière de gouvernance d'entreprise vise à assurer une gestion efficace de ses activités et de ses affaires, dans le but de faire croître la valeur pour les actionnaires.

En juin 2005, la Ligne directrice nationale 58-201 – Lignes directrices en matière de gouvernance d'entreprise (les « Lignes directrices en gouvernance ») et le Règlement national 58-101 – Information concernant les pratiques de gouvernance d'entreprise (le « Règlement sur la divulgation en gouvernance ») ont été adoptés par les autorités canadiennes en valeurs mobilières. Les Lignes directrices en gouvernance traitent notamment de la composition et de l'indépendance des conseils d'administration, de leurs fonctions, de l'efficacité et de la formation des membres du conseil, ainsi que d'autres éléments relatifs aux bonnes pratiques de gouvernance d'entreprise. Le Règlement sur la divulgation en gouvernance exige que, lorsque la direction d'un émetteur sollicite des procurations de ses porteurs de titres en vue de l'élection d'administrateurs, certaines informations précises sur ses pratiques de gouvernance d'entreprise soient incluses dans sa circulaire d'information de la direction. Conformément au Règlement sur la divulgation en gouvernance et aux autres instruments réglementaires applicables, la divulgation suivante décrit les politiques et initiatives de la Société en matière de gouvernance d'entreprise.

Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est responsable de la supervision générale de la Société ainsi que de la surveillance de la gestion des activités et des affaires de la Société. Il est chargé de veiller à la bonne gouvernance, à la stratégie d'entreprise, aux communications, aux rapports financiers et à la gestion des risques. Le Conseil exerce sa responsabilité en matière de gestion en déléguant aux cadres supérieurs de la Société la gestion quotidienne des opérations.

Les responsabilités du Conseil incluent, entre autres :

- Mettre en place un processus de planification de la relève et participer à la sélection, à la nomination et au développement du chef de la direction (PDG) et des autres cadres supérieurs ;
- Par l'intermédiaire de ses comités, établir un processus d'évaluation et de rémunération du PDG et des autres cadres supérieurs ;
- Superviser la fiabilité et l'intégrité des principes et pratiques comptables appliqués par la direction, des états financiers et autres informations financières rendues publiques, ainsi que des principes et pratiques de divulgation suivis par la direction ;
- Veiller à l'intégrité des contrôles internes et des systèmes d'information de gestion de la Société en adoptant des systèmes de contrôle et d'audit internes et externes appropriés ;
- Examiner et approuver un budget d'exploitation annuel pour la Société et ses filiales sur une base consolidée, et surveiller le rendement de la Société par rapport à ce budget ;
- Approuver les états financiers annuels et, soit directement, soit par l'intermédiaire du comité d'audit, les états financiers trimestriels, ainsi que leur publication par la direction ;
- Examiner et discuter avec la direction des processus utilisés en matière d'évaluation et de gestion des risques ;
- Mettre en place un processus de planification stratégique dans le cadre duquel la direction élabore et propose les stratégies et objectifs importants de la Société, que le Conseil examine et approuve, en tenant compte des occasions et des risques liés à l'activité.
- Examiner et approuver toutes les acquisitions, cessions et investissements majeurs ainsi que tous les financements importants et autres décisions significatives qui sortent du cadre habituel des activités de la Société ;
- Examiner la mise en œuvre, par la direction, de systèmes adéquats de responsabilité sociale, de gestion environnementale, de santé et de sécurité, en tenant compte des lois applicables, des politiques de la Société et des pratiques reconnues dans l'industrie minière ;
- Superviser le programme de divulgation continue de la Société afin de s'assurer que l'information importante est diffusée en temps opportun ;
- Superviser l'élaboration de l'approche de la Société en matière de gouvernance d'entreprise ;
- Prendre les mesures appropriées pour rester informé des rôles et responsabilités du Conseil ainsi que des activités et opérations de la Société ;
- S'assurer que le Conseil reçoit, de la part des cadres supérieurs, l'information et les contributions nécessaires à l'exercice efficace de ses fonctions ;
- Élaborer et approuver les descriptions de poste des présidents de chacun des comités du Conseil et évaluer la performance des personnes occupant ces fonctions en fonction desdites descriptions ;
- Superviser, par l'entremise d'un ou de plusieurs comités, l'évaluation annuelle de l'efficacité du Conseil, de ses comités et de chacun de ses administrateurs.

Réunions du Conseil

Le Conseil d'administration tient un minimum de quatre réunions ordinaires par an. Avant la fin de chaque année, l'équipe de direction propose un calendrier des réunions du Conseil pour l'année civile suivante, à soumettre à l'examen du Conseil. Des réunions supplémentaires peuvent être tenues de temps à autre, selon les besoins ou les circonstances. L'ordre du jour ainsi que les documents et informations pertinents pour la compréhension des sujets abordés lors de chaque réunion ordinaire, et lorsque cela est possible pour chaque réunion extraordinaire, sont distribués suffisamment à l'avance afin de permettre un examen raisonnable, sauf lorsque la nature sensible de l'information ne permet pas une mise par écrit.

Indépendance

Le Conseil a la responsabilité de s'assurer que des structures et procédures appropriées sont en place pour lui permettre de fonctionner de manière indépendante de la direction. Le Conseil est actuellement composé de sept (7) administrateurs. Il a été déterminé que six des sept membres actuels sont des administrateurs indépendants. Seul Matt Manson, président et chef de la direction de la Société, ne satisfait pas au critère d'indépendance.

Chef de la direction

Le chef de la direction (le « CEO ») est le plus haut dirigeant de la Société. À ce titre, il dirige une équipe de gestion efficace et cohésive ; il donne le ton au sein de la Société en incarnant des valeurs constantes d'éthique, d'intégrité et d'équité ; il mène la Société dans la définition de sa vision ; il agit comme principal porte-parole de la Société ; et il

porte la responsabilité principale d'assurer l'atteinte des objectifs opérationnels à court terme ainsi que des objectifs stratégiques à long terme de la Société. Le CEO travaille en collaboration avec le Conseil et rendra compte à celui-ci, tout en respectant le besoin du Conseil d'être informé et de demeurer indépendant.

Autres fonctions d'administrateur

Le Conseil ne considère pas que ses membres doivent être empêchés de siéger aux conseils et comités d'autres organisations, tant que cela n'entre pas en conflit ou n'interfère pas avec leurs devoirs envers la Société. Toutefois, le service au sein d'un conseil ou d'un comité requiert un investissement significatif en temps et en attention pour s'acquitter adéquatement des responsabilités d'administrateur. Les administrateurs doivent informer le président du Conseil avant de se joindre au conseil d'administration d'une autre société ouverte, afin de vérifier qu'aucun conflit d'intérêts ne pourrait survenir.

Les administrateurs suivants siègent également aux conseils d'administration d'autres émetteurs assujettis :

Nom des administrateurs	Émetteurs
Michael Gentile	Roscan Gold Corp. Northern Superior Resources Inc. Solstice Gold Corp. OnGold Resources Ltd. Group Eleven Resources Corp. PO Valley Energy Ltd.
Jeff Swinoga	Exploits Discovery Corp. Mountain Province Diamonds Inc.
Pierre Beaudoin	Coeur Mining Inc.

Orientation et formation continue

Le conseil d'administration et la haute direction de la Société organisent des programmes d'orientation pour les nouveaux administrateurs. Les réunions du conseil sont combinées, lorsque nécessaire, avec des présentations de la direction de la Société afin de donner aux administrateurs, et particulièrement aux nouveaux administrateurs, une meilleure compréhension des activités de la Société. De plus, la direction de la Société se rend disponible tout au long de l'année pour discuter avec tous les membres du conseil.

Le conseil se concentre également sur le développement continu de ses administrateurs. Entre autres, les administrateurs assistent à des conférences de l'industrie minière pour se tenir informés des tendances du marché et des autres développements importants, et entreprennent un développement professionnel continu en relation avec leurs qualifications professionnelles. Le conseil a un accès illimité aux avocats, auditeurs et consultants techniques de la Société et peut engager des conseillers et consultants séparés si nécessaire dans l'exercice de ses fonctions. Les administrateurs sont tenus informés et reçoivent des copies de toutes les informations et mises à jour requises lors des réunions du conseil et du comité d'audit. En raison du petit nombre d'administrateurs et de la nature émergente de la Société, il n'y a pas de programme de formation continue formel au-delà de ce qui est mentionné ci-dessus.

Sélection des candidats au conseil d'administration

Actuellement, la candidature des membres actuels du conseil d'administration de la Société est révisée avant de soumettre la candidature du même administrateur à l'assemblée annuelle des actionnaires en évaluant son implication à protéger les intérêts de la Société au cours de l'année précédente ainsi que son expérience et son expertise dans les différents domaines comme la géologie, l'administration et la comptabilité.

Le conseil d'administration prendra en compte les connaissances, les qualifications et l'expertise d'un candidat, ainsi que des facteurs de diversité tels que le sexe, l'âge, les antécédents culturels et autres caractéristiques personnelles. À la date de référence, le conseil compte actuellement deux administratrices représentant 29 % du conseil et 33 % des administrateurs indépendants. Le conseil et la Société n'ont pas établi ou imposé de quotas ou d'objectifs concernant

la nomination de femmes au conseil ou à des postes de direction. Plutôt que d'établir des objectifs fermes, le conseil et la Société préfèrent considérer le genre comme l'un des nombreux facteurs dans la sélection des candidats.

Autres comités du conseil :

En plus du comité d'audit, il existe un comité environnement, social et gouvernance et comité de rémunération, au sein du conseil d'administration.

Évaluation du conseil

Bien que le conseil n'a pas adopté de procédure formelle pour évaluer sa contribution à la Société, le conseil est satisfait de la contribution de chaque administrateur et considère que la composition du conseil est adéquate en considérant le stade de développement de la Société.

PRÊT AUX ADMINISTRATEURS ET MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION

En date des présentes, aucun administrateur, candidat au poste d'administrateur, membre de la haute direction ou quiconque ayant des liens avec ces derniers n'est endetté envers la Société

INTÉRÊTS DE PERSONNES INFORMÉES DANS LES TRANSACTIONS IMPORTANTES

À l'exception de ce qui est énoncé précédemment, aucune personne informée de la Société, aucun des candidats au poste d'administrateur, ni aucune personne ayant des liens avec n'importe quelle personne informée ou candidat au poste d'administrateur n'avait d'intérêt important dans n'importe quelle transaction concernant la Société depuis le début du dernier exercice financier terminé ou dans n'importe quelle transaction proposée qui a eu ou aurait eu une incidence majeure sur la Société. Le terme « personne informée » est défini comme suit dans le règlement 51-102 :

- a) un administrateur ou membre de la haute direction d'un émetteur assujetti;
- b) un administrateur ou membre de la haute direction d'une personne ou société qui est elle-même une personne informée à l'égard de l'émetteur assujetti ou une filiale de celui-ci;
- c) une personne ou société qui, directement ou indirectement, a la propriété véritable de titres comportant droit de vote de l'émetteur assujetti ou exerce une emprise sur de tels titres, ou qui à la fois, directement ou indirectement, a la propriété véritable de titres comportant droit de vote de l'émetteur assujetti et exerce une emprise sur ceux-ci, pour autant que ces titres représentent plus de 10 % des droits de vote rattachés à tous les titres comportant droit de vote en circulation de l'émetteur assujetti, compte non tenu des titres détenus par la personne à titre de preneur ferme au cours d'un placement;
- d) l'émetteur assujetti qui a acheté, racheté ou autrement acquis ses propres titres, aussi longtemps qu'il les conserve.

PROPOSITION DE LA PART DES ACTIONNAIRES

Tout actionnaire qui désire présenter une proposition lors de la prochaine assemblée annuelle doit faire parvenir cette proposition à la Société avant le 31 janvier 2025 afin qu'elle puisse être intégrée aux documents de sollicitation de procurations en vue d'une telle assemblée annuelle.

INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE

L'information financière relative à la Société figure dans les états financiers comparatifs et le rapport de gestion du dernier exercice de la Société terminé le 31 décembre 2024.

Les actionnaires peuvent obtenir des informations supplémentaires concernant la Société sur le site Internet SEDAR à l'adresse www.sedar.com ou en adressant sa demande au siège social de la Société, dont les coordonnées apparaissent ci-après :

Case postale 307
Rouyn-Noranda, (Québec) J9X 5C3

APPROBATION DE LA CIRCULAIRE

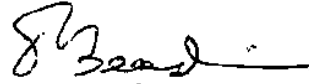
Le conseil d'administration de la Société a approuvé le contenu de la présente circulaire de sollicitation de procurations ainsi que son envoi aux actionnaires.

Datée le 7 mai 2025.

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Donald Lacasse B.Sc.A.
Secrétaire corporatif



Pierre Beaudoin
Président du conseil d'administration

ANNEXE A

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

CHARTRE DU COMITÉ D'AUDIT

Constitution, composition et quorum

Le conseil a constitué par résolution un comité d'audit formé d'un minimum de trois membres qui doivent posséder des compétences financières en conformité avec les lois, règlements et politiques applicables en matière de valeurs mobilières, notamment le Règlement 52-110. La majorité des membres du comité d'audit doivent être des administrateurs indépendants. Chaque membre du comité d'audit devrait, entre autres, être capable de lire et comprendre des états financiers. La majorité des membres doivent être résidents du Canada. Le quorum du comité est composé de la majorité de ses membres. Le comité d'audit a le pouvoir de nommer un président et un vice-président.

Pouvoirs et autorité

Dans l'exercice de ses fonctions, le comité a le droit d'examiner les livres, registres et comptes de la Société et de ses filiales et discuter de ces questions, ainsi que de toute autre question concernant la situation financière de la Société et de ses filiales, avec les dirigeants et les auditeurs de la Société et de ses filiales.

Les auditeurs externes font rapport directement au comité d'audit et le comité a le pouvoir de communiquer directement avec les auditeurs externes. Les auditeurs externes sont présents à toutes les réunions du comité lorsque des rapports ou des états financiers préparés par eux ou des communications au public se fondant sur ces rapports ou ces états doivent être examinés ou approuvés par le comité. Ils peuvent également être invités aux autres réunions. Le président du comité doit convoquer une réunion lorsque les auditeurs externes en font la demande. Le comité d'audit doit rencontrer les auditeurs externes hors de la présence de la direction au moins une fois par année lors de la présentation des états financiers annuels et en tout temps sur demande.

Le comité peut en tout temps convoquer l'un ou l'autre des employés de la Société pour l'interroger sur les données financières de la Société et peut et doit enquêter sur toute plainte ou préoccupation soulevée au sujet de la comptabilité, des contrôles comptables internes ou de l'audit.

Le comité d'audit a l'entière discrétion de retenir les services de conseillers juridiques ou d'autres conseillers indépendants afin de l'assister dans l'exercice de ses devoirs et fonctions et a le pouvoir et l'autorité d'approuver et d'assurer le paiement de leurs honoraires et frais.

Délégation

Le comité d'audit ne peut déléguer à la direction quelque élément que ce soit de son mandat. Toutefois, le comité peut déléguer à un ou plusieurs de ses membres indépendants le pouvoir d'approuver au préalable les services non liés à l'audit pourvu que l'approbation préalable soit présentée au comité d'audit à sa première réunion régulière après l'approbation et que les conditions du Règlement 52-110 sur le comité d'audit et les politiques et procédures d'approbation préalables adoptées par le comité d'audit.

Rapports

Le comité d'audit doit faire rapport sur ses travaux, activités et décisions aux administrateurs lors de la réunion des administrateurs suivant sa réunion en mentionnant tous les points discutés, les décisions prises, les moyens pris pour étudier et auditer les rapports, états et documents soumis, le niveau de satisfaction des membres du comité à leur égard, les questions en suspens, les différends et les décisions prises.

Rémunération

Les administrateurs déterminent la rémunération octroyée aux membres du comité d'audit pour leurs services.

Mandat et responsabilités du comité d'audit

- 1) Le comité d'audit doit recommander au conseil d'administration :
 - i. les auditeurs externes à nommer en vue d'établir ou de délivrer un rapport d'audit ou de rendre d'autres services d'audit, d'examen ou d'attestation à la Société;
 - ii. la rémunération des auditeurs externes.
- 2) Le comité d'audit doit être directement responsable de la surveillance des travaux des auditeurs externes engagés pour établir ou livrer un rapport d'audit ou rendre d'autres services d'audit, d'examen ou d'attestation à la Société, y compris la résolution de désaccords entre la direction et les auditeurs externes au sujet de l'information financière.
- 3) Le comité d'audit doit approuver au préalable tous les services non liés à l'audit que les auditeurs externes de la Société doivent rendre à la Société ou à ses filiales.
- 4) Le comité d'audit doit examiner les états financiers, les rapports de gestion et les communiqués concernant les résultats annuels et intermédiaires de la Société avant que celle-ci ne les publie.
- 5) Le comité d'audit doit avoir la certitude que des procédures adéquates sont en place pour examiner la communication au public, par la Société, de l'information financière extraite ou dérivée de ses états financiers, autre que l'information prévue au paragraphe 4, et doit apprécier périodiquement l'adéquation de ces procédures.
- 6) Le comité d'audit doit établir des procédures :
 - i. concernant la réception, la conservation et le traitement des plaintes reçues par la Société au sujet de la comptabilité, des contrôles comptables internes ou de l'audit;
 - ii. concernant l'envoi confidentiel, sous le couvert de l'anonymat, par les salariés de la Société de préoccupations touchant des points discutables en matière de comptabilité ou d'audit.
- 7) Le comité d'audit doit examiner et approuver les politiques d'engagement de la Société à l'égard des associés, des salariés et anciens associés et salariés des auditeurs externes actuels et anciens de la Société.

Rouyn-Noranda, le 3 octobre 2006

ANNEXE B

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

PLAN OMNIBUS D'INCITATIF EN ÉQUITÉ

Seule la version anglaise est disponible à ce jour

Omnibus Equity Incentive Plan

ARTICLE 1 PURPOSE

1.1 Purpose

The purpose of this Plan is to provide the Corporation with a share-related mechanism to attract, retain and motivate qualified Directors, Employees, Consultants and Investor Relations Service Providers, to reward such of those Directors, Employees, Consultants and Investor Relations Service Providers as may be granted Awards under this Plan by the Board from time to time for their contributions toward the long term goals and success of the Corporation and to enable and encourage such Directors, Employees, Consultants and Investor Relations Service Providers to acquire Shares as long term investments and proprietary interests in the Corporation.

1.2 Amendment to Predecessor Plan

This Plan constitutes an amendment to and restatement of the Corporation's Stock Option Plan adopted in 2022 (the "**Predecessor Plan**"). All outstanding stock options granted under the Predecessor Plan (the "**Predecessor Options**") shall continue to be outstanding as stock options granted under and subject to the terms of this Plan, provided however that if the terms of this Plan adversely alter the terms or conditions, or impair any right of, an Option Holder pursuant to any Predecessor Option, and such Option Holder has not otherwise consented thereto, the applicable terms of the Predecessor Plan shall continue to apply for the benefit of such Option Holder.

ARTICLE 2 INTERPRETATION

2.1 Definitions

When used herein, unless the context otherwise requires, the following terms have the indicated meanings, respectively:

"Affiliate" means any entity that is an "affiliate" for the purposes of National Instrument 45-106 – *Prospectus Exemptions*, as amended from time to time;

"Award" means any Option, Deferred Share Unit, Restricted Share Unit or Performance Share Unit granted under this Plan, which may be denominated or settled in Shares, cash or in such other forms as provided for herein;

"Award Agreement" means a signed, written agreement between a Participant and the Corporation, in the form or any one of the forms approved by the Plan Administrator, and evidencing the terms and conditions on which an Award has been granted under this Plan (including written or other applicable employment agreements) and which need not be identical to any other such agreements;

"BCA" means the *Business Corporations Act* (Québec);

"Board" means the board of directors of the Corporation as it may be constituted from time to time;

"Business Day" means a day, other than a Saturday or Sunday, on which the principal commercial banks in the City of Montreal are open for commercial business during normal banking hours;

"Canadian Taxpayer" means a Participant that is resident in Canada for purposes of the Tax Act;

"Cash Fees" has the meaning set forth in Subsection 5.1(a);

“Cause” means, with respect to:

- (a) a particular Employee: (1) “cause” as such term is defined in the employment or other written agreement between the Corporation or a subsidiary of the Corporation and the Employee; (2) in the event there is no written or other applicable employment agreement between the Corporation or a subsidiary of the Corporation or “cause” is not defined in such agreement, “cause” as such term is defined in the Award Agreement; or (3) in the event neither clause (a) nor (a) apply, then “cause” as such term is defined by applicable law or, if not so defined, such term shall refer to circumstances where an employer can terminate an individual’s employment without notice or pay in lieu thereof;
- (b) in the case of a Consultant or Investor Relations Service Provider (1) the occurrence of any event which, under the written consulting contract with the Consultant or Investor Relations Service Provider or the common law or the laws of the jurisdiction in which the Consultant or Investor Relations Service Provider provides services, gives the Corporation or any of its Affiliates the right to immediately terminate the consulting contract; or (2) the termination of the consulting contract as a result of an order made by any Regulatory Authority having jurisdiction to so order;
- (c) in the case of a Director, ceasing to be a Director as a result of (1) ceasing to be qualified to act as a Director pursuant to the BCA; (2) a resolution having been passed by the shareholders pursuant to the BCA, or (3) an order made by any Regulatory Authority having jurisdiction to so order; or
- (d) in the case of an Officer, (1) cause as such term is defined in the written employment agreement with the Officer or if there is no written employment agreement or cause is not defined therein, the usual meaning of just cause under the common law or the laws of the jurisdiction in which the Officer provides services; or (2) ceasing to be an Officer as a result of an order made by any Regulatory Authority having jurisdiction to so order.

“Change of Control” means (i) the acceptance of an offer by a sufficient number of holders of shares of the Corporation to constitute the offeror, together with persons acting jointly or in concert with the offeror, a shareholder of the Corporation being entitled to exercise more than fifty (50%) percent of the voting rights attaching to the outstanding shares (provided that prior to the offer, the offeror was not entitled to exercise more than fifty (50%) percent of the voting rights attaching to the outstanding shares); (ii) the completion of a consolidation, merger or amalgamation of the Corporation with or into any other entity whereby the voting shareholders of the Corporation immediately prior to the consolidation, merger or amalgamation receive less than fifty (50%) percent of the voting rights attaching to the outstanding securities of the consolidated, merged or amalgamated entity; (iii) the completion of a sale whereby all or substantially all of the Corporation’s undertakings and assets become the property of any other entity and the voting shareholders of the Corporation immediately prior to that sale hold less than fifty (50%) percent of the voting rights attaching to the outstanding voting securities of that other entity immediately following that sale; or (iv) the first day on which a majority of the members of the Board are not current Directors.

“Commencement Date” has the meaning set forth in Section 9.1(e);

“Committee” has the meaning set forth in Section 3.2;

“Consultant” means, in relation to the Corporation, an individual (other than a Director, Officer, or Employee of the Corporation or any of its subsidiaries) or company that:

- (a) is engaged to provide services on an ongoing bona fide basis, consulting, technical management or other services to the Corporation or to any of its subsidiaries, other than services provided in relation to a Distribution;

- (b) provides the services under a written contract between the Corporation or any of its subsidiaries and the individual or the Corporation, as the case may be; and
- (c) in the reasonable opinion of the Corporation, spends or will spend a significant amount of time and attention on the affairs and business of the Corporation or a subsidiary of the Corporation;

“Consultant Company” means a Consultant that is a company;

“Control” means:

- (a) when applied to the relationship between a Person and a corporation, the beneficial ownership by that Person, directly or indirectly, of voting securities or other interests in such corporation entitling the holder to exercise control and direction in fact over the activities of such corporation;
- (b) when applied to the relationship between a Person and a partnership, limited partnership, trust or joint venture, means the contractual right to direct the affairs of the partnership, limited partnership, trust or joint venture; and
- (c) when applied in relation to a trust, the beneficial ownership at the relevant time of more than fifty (50%) percent of the property settled under the trust, and

the words **“Controlled by”**, **“Controlling”** and similar words have corresponding meanings; provided that a Person who controls a corporation, partnership, limited partnership or joint venture will be deemed to Control a corporation, partnership, limited partnership, trust or joint venture which is Controlled by such Person and so on;

“Corporation” means Radisson Mining Resources Inc.;

“Date of Grant” means, for any Award, the current date or future date specified by the Plan Administrator at the time it grants the Award or if no such date is specified, the date upon which the Award was granted;

“Deferred Share Unit” or **“DSU”** means any right granted under Article 5 of this Plan; **“Director”** means a director of the Corporation who is not an Employee;

“Director Fees” means the total compensation (including annual retainer and meeting fees, if any) paid by the Corporation to a Director in a calendar year for service on the Board;

“Disabled” or **“Disability”** means, in respect of a Participant, suffering from a state of mental or physical disability, illness or disease that prevents the Participant from carrying out his or her normal duties as an Employee for a continuous period of six months or for any period of 180 days in any consecutive twelve month period, as certified by two medical doctors or as otherwise determined in accordance with procedures established by the Plan Administrator for purposes of this Plan;

“Discounted Market Price” means (a) if the Market Price is not greater than \$0.05, then Market Price (subject to a minimum price per security of \$0.01); or (b) if the Market Price is greater than \$0.05, then the Market Price less the following maximum discounts based on closing price (and subject, notwithstanding the application of any such maximum discount, to a minimum price per security of \$0.05): (i) up to \$0.50 - 25%; (ii) \$0.51 to \$2.00 - 20%; and (iii) above \$2.00 - 15%;

“Disinterested Shareholders Approval” means approval in accordance with the TSX Venture Exchange Policy 4.4 by the Corporation’s shareholders at a duly constituted meeting of shareholders, excluding (i) votes attached to the Shares beneficially owned by Insiders to whom

Awards may be granted under this Plan and the Associates and the Affiliates of such Insiders; and (ii) such other excluded votes as described under the TSX Venture Exchange Policy 4.4;

“**Effective Date**” means the effective date of this Plan, being ●, 2025. The Plan was amended on ●, 2025;

“**Elected Amount**” has the meaning set forth in Subsection 5.1(a);

“**Electing Person**” means a Participant who is, on the applicable Election Date, a Director;

“**Election Date**” means the date on which the Electing Person files an Election Notice in accordance with Subsection 5.1(b);

“**Election Notice**” has the meaning set forth in Subsection 5.1(b);

“**Employee**” means

- (i) an individual who is considered an employee of the Corporation or of its subsidiary under the Tax Act and for whom income tax, employment insurance and Canada Pension Plan deductions must be made at source;
- (ii) an individual who works full-time for the Corporation or its subsidiary providing services normally provided by an employee and who is subject to the same control and direction by the Corporation or its subsidiary over the details and methods of work as an employee of the Corporation or of the subsidiary, as the case may be, but for whom income tax deductions are not made at source; or
- (iii) an individual who works for the Corporation or its subsidiary on a continuing and regular basis for a minimum of twenty (20) hours per week providing services normally provided by an employee and who is subject to the same control and direction by the Corporation or its subsidiary over the details and methods of work as an employee of the Corporation or of the subsidiary, as the case may be, but for whom income tax deductions are not made at source;

“**Exchange**” means the TSX Venture Exchange and any other exchange on which the Shares are or may be listed from time to time;

“**Exchange Hold Period**” means the four month resale restriction imposed by the Exchange on the shares, more particularly described in the Exchange’s Policy 1.1 - *Interpretation*;

“**Exercise Notice**” means a notice in writing, signed by a Participant and stating the Participant’s intention to exercise a particular Option;

“**Exercise Price**” means the price at which an Option Share may be purchased pursuant to the exercise of an Option;

“**Expiry Date**” means the expiry date specified in the Award Agreement (which shall not be later than the tenth anniversary of the Date of Grant) or, if not so specified, means the tenth (10th) anniversary of the Date of Grant;

“**Insider**” has the meaning given to such term in the Exchange’s Policy 1.1 - *Interpretation*, as such policy may be amended, supplemented or replaced from time to time;

“**Investor Relations Activities**” means any activities or oral or written communications, by or on behalf of the Corporation or shareholder of the Corporation, that promote or reasonably could be

expected to promote the purchase or sale of securities of the Corporation, but does not include:

- (a) the dissemination of information provided, or records prepared, in the ordinary course of business of the Corporation:
 - (i) to promote the sale of products or services of the Corporation; or
 - (ii) to raise public awareness of the Corporation;that cannot reasonably be considered to promote the purchase or sale of securities of the Corporation;
- (b) activities or communications necessary to comply with the requirements of:
 - (i) applicable securities laws; and
 - (ii) Exchange requirements or the by-laws, rules or other regulatory instruments of any other self-regulatory body or Exchange having jurisdiction over the Corporation;
- (c) communications by a publisher of, or writer for, a newspaper, magazine or business or financial publication, that is of general and regular paid circulation, distributed only to subscribers to it for value or to purchasers of it, if:
 - (i) the communication is only through the newspaper, magazine or publication; and
 - (ii) the publisher or writer receives no commission or other consideration other than for acting in the capacity of publisher or writer; or
- (d) activities or communications that may be otherwise specified by an Exchange.

“Investor Relations Service Providers” includes any Consultant that performs Investor Relations Activities and any Director, Officer or Employee whose role and duties primarily consist of Investor Relations Activities.

“Management Company Employee” means an individual employed by a company providing management services to the Corporation, which are required for the ongoing successful operation of the business enterprise of the Corporation, but excluding a Person engaged in Investor Relations Activities.

“Market Price” at any date in respect of the Shares shall be the volume weighted average closing price of the Shares on the Exchange, for the five trading days immediately preceding the Date of Grant (or, if such Shares are not then listed and posted for trading on the Exchange, on such stock exchange on which the Shares are listed and posted for trading as may be selected for such purpose by the Board); provided that, for so long as the Shares are listed and posted for trading on the Exchange, the Market Price shall not be less than the market price, as calculated under the policies of the Exchange. In the event that such Shares are not listed and posted for trading on any Exchange, the Market Price shall be the fair market value of such Shares as determined by the Board in its sole discretion;

“Officer” means an officer (as defined under Securities Laws) of the Corporation or of any of its subsidiaries;

“Option Shares” means Shares issuable by the Corporation upon the exercise of outstanding Options;

“Participant” means an Officer, Employee, Consultant, Management Company Employee, an Investor Relations Service Provider or Director to whom an Award has been granted under this Plan;

“Participant’s Employer” means with respect to a Participant that is or was an Employee, the Corporation or such subsidiary of the Corporation as is or, if the Participant has ceased to be employed by the Corporation or such subsidiary of the Corporation, was the Participant’s Employer;

“Performance Goals” means performance goals expressed in terms of attaining a specified level of the particular criteria or the attainment of a percentage increase or decrease in the particular criteria, and may be applied to one or more of the Corporation, a subsidiary of the Corporation, a division of the Corporation or a subsidiary of the Corporation, or an individual, or may be applied to the performance of the Corporation or a subsidiary of the Corporation relative to a market index, a group of other companies or a combination thereof, or on any other basis, all as determined by the Plan Administrator in its discretion;

“Performance Share Unit” or **“PSU”** means any right granted under Article 7 of this Plan;

“Person” means an individual, sole proprietorship, partnership, unincorporated association, unincorporated syndicate, unincorporated organization, trust, body corporate, and a natural person in his or her capacity as trustee, executor, administrator or other legal representative;

“Plan” means this Omnibus Equity Incentive Plan, as may be amended from time to time;

“Plan Administrator” means the Board or, to the extent that the administration of this Plan has been delegated by the Board to the Committee pursuant to Section 3.2, the Committee;

“Predecessor Options” has the meaning set forth in Subsection 1.2;

“Predecessor Plan” has the meaning set forth in Subsection 1.2;

“Restricted Share Unit” or **“RSU”** means a unit equivalent in value to a Share, credited by means of a bookkeeping entry in the books of the Corporation in accordance with Article 6;

“Retirement” means, unless otherwise defined in the Participant’s written or other applicable employment agreement or in the Award Agreement, the termination of the Participant’s working career at the age of 67 or such other retirement age, with consent of the Plan Administrator, if applicable;

“Securities Laws” means securities legislation, securities regulation and securities rules, as amended, and the policies, notices, instruments and blanket orders in force from time to time that govern or are applicable to the Corporation or to which it is subject;

“Security Based Compensation Arrangement” means a stock option, stock option plan, employee stock purchase plan or any other compensation or incentive mechanism involving the issuance or potential issuance of Shares to Participants;

“Share” means one common share in the capital of the Corporation as constituted on the Effective Date, or any share or shares issued in replacement of such common share in compliance with Canadian law or other applicable law, and/or one share of any additional class of common shares in the capital of the Corporation as may exist from time to time, or after an adjustment contemplated by Article 11, such other shares or securities to which the holder of an Award may be entitled as a result of such adjustment;

“subsidiary” means an issuer that is Controlled directly or indirectly by another issuer and includes a subsidiary of that subsidiary, or any other entity in which the Corporation has an equity interest and is designated by the Plan Administrator, from time to time, for purposes of this Plan to be a

subsidiary, provided that, in the case of a Canadian Taxpayer, the issuer is related (for purposes of the Tax Act) to the Corporation;

“**Tax Act**” means the *Income Tax Act* (Canada);

“**Termination Date**” means:

- (a) in the case of an Employee whose employment with the Corporation or a subsidiary of the Corporation terminates, (i) the date designated by the Employee and the Corporation or a subsidiary of the Corporation in a written employment agreement, or other written agreement between the Employee and Corporation or a subsidiary of the Corporation, or (ii) if no written employment agreement exists, the date designated by the Corporation or a subsidiary of the Corporation, as the case may be, on which an Employee ceases to be an employee of the Corporation or the subsidiary of the Corporation, as the case may be, provided that, in the case of termination of employment by voluntary resignation by the Participant, such date shall not be earlier than the date that notice of resignation was given, and “Termination Date” specifically does not mean the date of termination of any period of reasonable notice that the Corporation or the subsidiary of the Corporation (as the case may be) may be required by law to provide to the Participant; or
- (b) in the case of a Consultant whose consulting agreement or arrangement with the Corporation or a subsidiary of the Corporation, as the case may be, terminates, the date that is designated by the Corporation or the subsidiary of the Corporation (as the case may be), as the date on which the Participant’s consulting agreement or arrangement is terminated, provided that in the case of voluntary termination by the Participant of the Participant’s consulting agreement or other written arrangement, such date shall not be earlier than the date notice of voluntary termination was given, and “Termination Date” specifically does not mean the date on which any period of notice of termination that the Corporation or the subsidiary of the Corporation (as the case may be) may be required to provide to the Participant under the terms of the consulting agreement or arrangement expires.

2.2 Interpretation

- (a) Whenever the Plan Administrator exercises discretion in the administration of this Plan, the term “discretion” means the sole and absolute discretion of the Plan Administrator.
- (b) As used herein, the terms “Article”, “Section”, “Subsection” and “clause” mean and refer to the specified Article, Section, Subsection and clause of this Plan, respectively.
- (c) Words importing the singular include the plural and vice versa and words importing any gender include any other gender.
- (d) Unless otherwise specified, time periods within or following which any payment is to be made or act is to be done shall be calculated by excluding the day on which the period begins, including the day on which the period ends, and abridging the period to the immediately preceding Business Day in the event that the last day of the period is not a Business Day. In the event an action is required to be taken or a payment is required to be made on a day which is not a Business Day such action shall be taken or such payment shall be made by the immediately preceding Business Day.
- (e) Unless otherwise specified, all references to money amounts are to Canadian currency.
- (f) The headings used herein are for convenience only and are not to affect the interpretation of this Plan.

ARTICLE 3 ADMINISTRATION

3.1 Administration

This Plan will be administered by the Plan Administrator and except as otherwise provided for herein, the Plan Administrator has sole and complete authority, in its discretion, to:

- (a) determine the individuals to whom grants of Awards under the Plan may be made;
- (b) make grants of Awards under the Plan, whether relating to the issuance of Shares or otherwise (including any combination of Options, Deferred Share Units, Restricted Share Units or Performance Share Units), in such amounts, to such Persons and, subject to the provisions of this Plan, on such terms and conditions as it determines including without limitation:
 - (i) the time or times at which Awards may be granted;
 - (ii) the conditions under which:
 - (A) Awards may be granted to Participants; or
 - (B) Awards may be forfeited to the Corporation,including vesting and any conditions relating to the attainment of specified Performance Goals;
 - (iii) the number of Shares to be covered by any Award;
 - (iv) the price, if any, to be paid by a Participant in connection with the purchase of Shares covered by any Awards;
 - (v) whether restrictions or limitations are to be imposed on the Shares issuable pursuant to grants of any Award, and the nature of such restrictions or limitations, if any; and
 - (vi) any acceleration of exercisability or vesting, or waiver of termination regarding any Award, based on such factors as the Plan Administrator may determine, subject to the requirements set out in TSX Venture Exchange Policy 4.4;
- (c) establish the form or forms of Award Agreements;
- (d) cancel, amend, adjust or otherwise change any Award under such circumstances as the Plan Administrator may consider appropriate in accordance with the provisions of this Plan;
- (e) construe and interpret this Plan and all Award Agreements;
- (f) adopt, amend, prescribe and rescind administrative guidelines and other rules and regulations relating to this Plan, including rules and regulations relating to sub-plans established for the purpose of satisfying applicable foreign laws or for qualifying for favorable tax treatment under applicable foreign laws;
- (g) if an Award is to be granted to Employees, Consultant, or Management Company Employees, the Plan Administrator and the Participant to whom that Award is to be granted are responsible for ensuring and confirming that the Participant is a bona fide Employee, Consultant or Management Company Employee; and

- (h) make all other determinations and take all other actions necessary or advisable for the implementation and administration of this Plan.

3.2 Delegation to Committee

- (a) The initial Plan Administrator shall be the Board.
- (b) To the extent permitted by applicable law, the Board may, from time to time, delegate to a committee of the Board (the “**Committee**”) all or any of the powers conferred on the Plan Administrator pursuant to this Plan, including the power to sub-delegate to any member(s) of the Committee or any specified officer(s) of the Corporation or its subsidiaries all or any of the powers delegated by the Board. In such event, the Committee or any sub-delegate will exercise the powers delegated to it in the manner and on the terms authorized by the delegating party.

3.3 Determinations Binding

Except as may be otherwise set forth in any written employment agreement, Award Agreement or other written agreement between the Corporation or a subsidiary of the Corporation and the Participant, any decision made or action taken by the Board, the Committee or any sub-delegate to whom authority has been delegated pursuant to Section 3.2 arising out of or in connection with the administration or interpretation of this Plan is final, conclusive and binding on the Corporation and all subsidiaries of the Corporation, the affected Participant(s), their respective legal and personal representatives and all other Persons.

3.4 Eligibility

All Officers, Employees, Consultants, Management Company Employees, Investor Relations Service Providers and Directors are eligible to participate in the Plan, subject to Section 9.1(f). Participation in the Plan is voluntary and eligibility to participate does not confer upon any Officer, Employee, Consultant, Management Company Employee, Investor Relations Service Provider or Director any right to receive any grant of an Award pursuant to the Plan. The extent to which any Officer, Employee, Consultant, Management Company Employee, Investor Relations Service Providers or Director is entitled to receive a grant of an Award pursuant to the Plan will be determined in the discretion of the Plan Administrator.

3.5 Plan Administrator Requirements

Any Award granted under this Plan shall be subject to the requirement that, if at any time the Corporation shall determine that the listing, registration or qualification of the Shares issuable pursuant to such Award upon any securities exchange or under any Securities Laws of any jurisdiction, or the consent or approval of the Exchange and any securities commissions or similar securities regulatory bodies having jurisdiction over the Corporation is necessary as a condition of, or in connection with, the grant or exercise of such Award or the issuance or purchase of Shares thereunder, such Award may not be accepted or exercised, as applicable, in whole or in part unless such listing, registration, qualification, consent or approval shall have been effected or obtained on conditions acceptable to the Plan Administrator. Nothing herein shall be deemed to require the Corporation to apply for or to obtain such listing, registration, qualification, consent or approval. Participants shall, to the extent applicable, cooperate with the Corporation in complying with such legislation, rules, regulations and policies.

3.6 Total Shares Subject to Awards

- (a) In respect of Options, so long as it may be required by the rules and policies of the Exchange:
 - (i) the aggregate number of Shares issuable under this Plan in respect of Options, Deferred Share Units, Restricted Share Units and Performance Share Units shall not exceed in the aggregate ten (10%) percent of the Corporation's issued and

outstanding Shares at any point in time;

- (ii) Investor Relations Service Providers may only receive Options as Awards under this Plan;
 - (iii) All Options granted to Investor Relations Service Providers will vest and become exercisable in stages over a period of not less than twelve (12) months, with no more than one-quarter (1/4) of such Options vesting and becoming exercisable in any three (3) month period;
 - (iv) the total number of Options issuable to Investor Relations Service Providers shall not exceed two (2%) percent of the issued and outstanding Shares in any twelve (12) month period, calculated as at the date any Award is granted; and
- (b) Any exercise of Options, Deferred Share Units, Restricted Share Units and Performance Share Units does increase the available number of Options, Deferred Share Units, Restricted Share Units and Performance Share Units issuable under the Plan.
 - (c) In the event of a Cashless Exercise or Net Exercise, it is the the number of Options exercised, surrendered or converted, and not the number of listed Shares actually issued by the Corporation, that must be included in calculating the limits set forth in Sections 3.6 and 3.7 of the Plan.

3.7 Limits on Grants of Awards

Notwithstanding anything in this Plan:

- (a) If the Corporation is subject to the policies of the Exchange, the number of Shares issuable pursuant to Awards granted under the Corporation's Security Based Compensation Arrangements in existence from time to time on and after the effective date of the Plan:
 - (i) to Insiders (as a group) shall be no more than 10% of the issued and outstanding share capital of the Corporation at any point in time, unless the Corporation has obtained Disinterested Shareholder Approval;
 - (ii) to Insiders (as a group) shall be no more than 10% of the issued and outstanding share capital of the Corporation within any 12 month period, calculated as at the date any Award is granted to any Insider, unless the Corporation has obtained Disinterested Shareholder Approval;
 - (iii) to any one Person, shall be no more than 5% of the issued and outstanding share capital of the Corporation within any 12 month period, calculated as at the date any Award is granted, with the exception of a Consultant who may not receive grants of more than 2% of the issued and outstanding share capital of the Corporation within any 12 month, calculated as at the date any Award is granted;
 - (iv) to all Investor Relations Service Providers, shall be no more than an aggregate of 2% of the number of issued and outstanding Shares in the capital of the Corporation within any 12 month period, calculated as at the date any Award is granted, and shall only include Awards of Options; and
- (b) if the recipient of an Award is a company, excluding Participants that are Consultant Companies, then such recipient must provide the Exchange with a completed Certification and Undertaking Required from a Company Granted Security Based Compensation in the form of Schedule "A" to Form 4G - *Summary Form – Security Based Compensation*.

- (c) If the Corporation is subject to the policies of the Exchange then the aggregate number of Shares:
 - (i) issuable to Insiders at any time under all of the Corporation's Security Based Compensation Arrangements, shall not exceed 10% of the Corporation's total issued and outstanding Shares; and
 - (ii) issued to Insiders within any one year period, under all of the Corporation's Security Based Compensation Arrangements, shall not exceed 10% of the Corporation's total issued and outstanding Shares.

3.8 Award Agreements

Each Award under this Plan will be evidenced by an Award Agreement. Each Award Agreement will be subject to the applicable provisions of this Plan and will contain such provisions as are required by this Plan and any other provisions that the Plan Administrator may direct. Any one Officer of the Corporation is authorized and empowered to execute and deliver, for and on behalf of the Corporation, any Award Agreement to a Participant granted an Award pursuant to this Plan.

3.9 Non-transferability of Awards

Except as permitted by the Exchange, and to the extent that certain rights may pass to a beneficiary or legal representative upon death of a Participant by will or as required by law (and in accordance with Section 9.1(d)), no assignment or transfer of Awards, whether voluntary, involuntary, by operation of law or otherwise, vests any interest or right in such Awards or under this Plan whatsoever in any assignee or transferee and immediately upon any assignment or transfer, or any attempt to make the same, such Awards will terminate and be of no further force or effect.

ARTICLE 4 OPTIONS

4.1 Granting of Options

The Plan Administrator may, from time to time, subject to the provisions of this Plan and such other terms and conditions as the Plan Administrator may prescribe, grant Options to any Participant. The terms and conditions of each Option grant shall be evidenced by an Award Agreement.

4.2 Exercise Price

The Plan Administrator will establish the Exercise Price at the time each Option is granted, which Exercise Price must in all cases be not less than the greater of (i) the Discounted Market Price on the Date of Grant, and \$0.05.

4.3 Term of Options

Subject to any accelerated termination as set forth in this Plan, each Option expires on its Expiry Date and the Plan Administrator will ensure that no Option shall be exercised beyond the date permitted by the Exchange, subject to a maximum exercise period of no more than ten (10) years unless extended pursuant to Section 8.2 of the Plan.

4.4 Vesting and Exercisability

- (a) The Plan Administrator shall have the authority to determine the vesting terms applicable to grants of Options provided that for so long as the Corporation is listed on the Exchange:

- (i) Options granted to Investor Relations Service Providers shall be subject to the vesting requirements set out in TSX Venture Exchange Policy 4.4, namely, that such Options must vest in stages over a period of not less than 12 months such that:
 - (A) no more than 1/4 of the Options vest no sooner than 3 months after the Options were granted;
 - (B) no more than another 1/4 of the Options vest no sooner than six months after the Options were granted;
 - (C) no more than another 1/4 of the Stock Options vest no sooner than nine months after the Stock Options were granted;
 - (D) the remainder of the Options vest no sooner than 12 months after the Options were granted.
 - (ii) Subject to section 4.4(a)(i), Options granted to all other Participants shall be subject to the vesting requirements determined by the Plan Administrator.
- (b) Once an instalment becomes vested, it shall remain vested and shall be exercisable until expiration or termination of the Option, unless otherwise specified by the Plan Administrator, or as may be otherwise set forth in any written employment agreement, Award Agreement or other written agreement between the Corporation or a subsidiary of the Corporation and the Participant. Each vested Option or instalment may be exercised at any time or from time to time, in whole or in part, for up to the total number of Option Shares with respect to which it is then exercisable. The Plan Administrator has the right to accelerate the date upon which any instalment of any Option, other than an Option granted to an Investor Relations Service Provider, becomes exercisable. Notwithstanding the following, Options granted to an Investor Relations Activities Service Provider cannot be accelerated without the prior acceptance of the Exchange.
 - (c) Subject to the provisions of this Plan and any Award Agreement, Options shall be exercised by means of a fully completed Exercise Notice delivered to the Corporation.
 - (d) The Plan Administrator may provide at the time of granting an Option that the exercise of that Option is subject to restrictions, in addition to those specified in this Section 4.4, such as vesting conditions relating to the attainment of specified Performance Goals.

4.5 Payment of Exercise Price

- (a) Unless otherwise specified by the Plan Administrator at the time of granting an Option and set forth in the particular Award Agreement, the Exercise Notice must be accompanied by payment of the Exercise Price. The Exercise Price must be fully paid by certified cheque, bank draft or money order payable to the Corporation or by such other means as might be specified from time to time by the Plan Administrator, which may include (i) in the event that payment of the Exercise Price is occurring via cashless exercise in accordance with Sections 4.6 and 4.7 of this Plan, respectively, through an arrangement with a broker or other third party approved by the Corporation (or through an arrangement directly with the Corporation) whereby payment of the Exercise Price is accomplished with the proceeds of the sale of Shares deliverable upon the exercise of the Option, or (ii) such other consideration and method of payment for the issuance of Shares to the extent permitted by the Exchange and Securities Laws, or any combination of the foregoing methods of payment.

- (b) No Shares will be issued or transferred until full payment therefor has been received by the Corporation.

4.6 Cashless Exercise

Subject to prior approval by the Board, where the Corporation has an arrangement with a brokerage firm or other third party pursuant to which the party will loan money to a Participant to purchase the Shares underlying Options, the Participant may borrow money from such party to exercise Options. The brokerage firm or other third party will then sell a sufficient number of Shares to cover the Exercise Price of such Option in order to repay the loan made to the Participant. The brokerage firm or other third party will receive an equivalent number of Shares from the exercise of such Options and the Participant will receive the balance of the Shares or the cash proceeds from the balance of such Shares.

4.7 Net Exercise of Options

Subject to prior approval by the Board, a Participant other than an Investor Relations Service Provider, may elect to surrender for cancellation to the Corporation any vested Option. The Corporation will issue to the Participant, as consideration for the surrender of the Option, that number of Option Shares (rounded down to the nearest whole number) determined on a net issuance basis in accordance with the following formula below. The Corporation may elect to forego any deduction in accordance with subsection 110(1.1) of the Tax Act in respect of such surrender:

$$X = \frac{Y(A - B)}{A}$$

where:

X = The number of Option Shares issuable to the Participant as consideration in respect of the exchange or surrender of an Option under this Section 4.7;

Y = The number of Option Shares issuable with respect to the vested portion of the Option exercised by the Participant (the “**Subject Options**”);

A = The VWAP of the Shares; and

B = The Exercise Price of the Subject Options.

ARTICLE 5 DEFERRED SHARE UNITS

5.1 Granting of DSUs

- (a) The Plan Administrator may fix, from time to time, a portion of the Director Fees that is to be payable in the form of DSUs. In addition, each Electing Person is given, subject to the conditions stated herein, the right to elect in accordance with Section 5.1(b) to participate in the grant of additional DSUs pursuant to this Article 5. An Electing Person who elects to participate in the grant of additional DSUs pursuant to this Article 5 shall receive their Elected Amount (as that term is defined below) in the form of DSUs in lieu of cash. The “**Elected Amount**” shall be an amount, as elected by the Director, in accordance with applicable tax law, between 0% and 100% of any Director Fees that are otherwise intended to be paid in cash (the “**Cash Fees**”).
- (b) Each Electing Person who elects to receive their Elected Amount in the form of DSUs in lieu of cash will be required to file a notice of election in the form of Schedule A hereto (the “**Election Notice**”) with the Chief Financial Officer of the Corporation by June 30th in

the year prior to the year to which such election is to apply.

- (c) Subject to Subsection 5.1(d), the election of an Electing Person under Subsection 5.1(b) shall be deemed to apply to all Cash Fees that would be paid subsequent to the filing of the Election Notice, and such Electing Person is not required to file another Election Notice for subsequent calendar years.
- (d) Each Electing Person is entitled once per calendar year to terminate his or her election to receive DSUs in lieu of Cash Fees by filing with the Chief Financial Officer of the Corporation a notice in the form of Schedule B hereto. Such termination shall be effective immediately upon receipt of such notice, provided that the Corporation has not imposed a “black-out” on trading. Thereafter, any portion of such Electing Person’s Cash Fees payable or paid in the same calendar year and, subject to complying with Subsection 5.1(b), all subsequent calendar years shall be paid in cash. For greater certainty, to the extent an Electing Person terminates his or her participation in the grant of DSUs pursuant to this Article 5, he or she shall not be entitled to elect to receive the Elected Amount, or any other amount of his or her Cash Fees in DSUs in lieu of cash again until the calendar year following the year in which the termination notice is delivered.
- (e) Any DSUs granted pursuant to this Article 5 prior to the delivery of a termination notice pursuant to Section 5.1(d) shall remain in the Plan following such termination and will be redeemable only in accordance with the terms of the Plan.
- (f) The number of DSUs (including fractional DSUs) granted at any particular time pursuant to this Article 5 will be calculated by dividing (i) the amount of any compensation that is to be paid in DSUs (including Director Fees and any Elected Amount), as determined by the Plan Administrator, by (ii) the Market Price of a Share on the Date of Grant.
- (g) In addition to the foregoing, the Plan Administrator may, from time to time, subject to the provisions of this Plan and such other terms and conditions as the Plan Administrator may prescribe, grant DSUs to any Participant.

5.2 DSU Account

All DSUs received by a Participant (which, for greater certainty includes Electing Persons) shall be credited to an account maintained for the Participant on the books of the Corporation, as of the Date of Grant. The terms and conditions of each DSU grant shall be evidenced by an Award Agreement.

5.3 Vesting of DSUs

Subject to TSX Venture Exchange Policy 4.4, the Plan Administrator shall have the authority to determine the vesting terms applicable to grants of DSUs, which, for certainty, shall not be before the date that is one year following the date of the grant, except if otherwise authorized under Section 9.2.

5.4 Settlement of DSUs

- (a) DSUs shall be settled on the date established in the Award Agreement; provided, however that, notwithstanding any other terms of this Plan to the contrary, in no event shall a DSU Award be settled prior to, or later than one (1) year following, the date of the applicable Participant’s separation from service. If the Award Agreement does not establish a date for the settlement of the DSUs, then the settlement date shall be the date of separation from service. Except as otherwise provided in an Award Agreement, on the settlement date for any DSU, the Participant shall redeem each vested DSU will be redeemed for:
 - (i) one fully paid and non-assessable Share issued from treasury to the

Participant or as the Participant may direct, or

- (ii) a cash payment, or
- (iii) a combination of Shares and cash as contemplated by paragraphs (i) and (ii) above,

in each case as determined by the Plan Administrator in its discretion.

- (b) Any cash payments made under this Section 5.4 by the Corporation to a Participant in respect of DSUs to be redeemed for cash shall be calculated by multiplying the number of DSUs to be redeemed for cash by the Market Price per Share as at the settlement date.
- (c) Payment of cash to Participants on the redemption of vested DSUs may be made through the Corporation's payroll in the pay period that the settlement date falls within.

ARTICLE 6 RESTRICTED SHARE UNITS

6.1 Granting of RSUs

- (a) The Plan Administrator may, from time to time, subject to the provisions of this Plan and such other terms and conditions as the Plan Administrator may prescribe, grant RSUs to any Participant in respect of services rendered in the year of grant. The terms and conditions of each RSU grant shall be evidenced by an Award Agreement.
- (b) The number of RSUs (including fractional RSUs) granted at any particular time pursuant to this Article 6 will be calculated by dividing (i) the amount of any compensation that is to be paid in RSUs, as determined by the Plan Administrator, by (ii) the Market Price of a Share on the Date of Grant.

6.2 RSU Account

All RSUs received by a Participant shall be credited to an account maintained for the Participant on the books of the Corporation, as of the Date of Grant.

6.3 Vesting of RSUs

Subject to the TSX Venture Exchange Policy 4.4, the Plan Administrator shall have the authority to determine any vesting terms applicable to the grant of RSUs, which, for certainty, shall not be before the date that is one year following the date of the grant, except if otherwise authorized under Section 9.2.

6.4 Settlement of RSUs

- (a) The Plan Administrator shall have the sole authority to determine the settlement terms, including time of settlement, applicable to the grant of RSUs and such terms will be set forth in the applicable Award Agreement. Subject to 11.2 below and except as otherwise provided in an Award Agreement, on the settlement date for any RSU, the Participant shall redeem each vested RSU for:
 - (i) one fully paid and non-assessable Share issued from treasury to the Participant or as the Participant may direct, or
 - (ii) a cash payment, or
 - (iii) a combination of Shares and cash as contemplated by paragraphs (i) and (ii)

above,

in each case as determined by the Plan Administrator in its discretion.

- (b) Any cash payments made under this Section 6.4 by the Corporation to a Participant in respect of RSUs to be redeemed for cash shall be calculated by multiplying the number of RSUs to be redeemed for cash by the Market Price per Share as at the settlement date.
- (c) Payment of cash to Participants on the redemption of vested RSUs may be made through the Corporation's payroll in the pay period that the settlement date falls within.
- (d) Subject to Section 11.2 below and except as otherwise provided in an Award Agreement, no settlement date for any RSU shall occur, and no Share shall be issued or cash payment shall be made in respect of any RSU, under this Section 6.4 any later than the final Business Day of the third calendar year following the year in which the RSU is granted.

ARTICLE 7 PERFORMANCE SHARE UNITS

7.1 Granting of PSUs

The Plan Administrator may, from time to time, subject to the provisions of this Plan and such other terms and conditions as the Plan Administrator may prescribe, grant PSUs to any Employee and Director in respect of services rendered in the year of grant. The terms and conditions of each PSU grant shall be evidenced by an Award Agreement. Each PSU will consist of a right to receive a Share, cash payment, or a combination thereof (as provided in Section 7.6(a)), upon the achievement of such Performance Goals during such performance periods as the Plan Administrator shall establish.

7.2 Terms of PSUs

The Performance Goals to be achieved during any performance period, the length of any performance period, the amount of any PSUs granted, the termination of an Employee or Director's employment and the amount of any payment or transfer to be made pursuant to any PSU will be determined by the Plan Administrator and by the other terms and conditions of any PSU, all as set forth in the applicable Award Agreement.

7.3 Performance Goals

The Plan Administrator will issue Performance Goals prior to the Date of Grant to which such Performance Goals pertain. The Performance Goals may be based upon the achievement of corporate or individual goals, and may be applied relative to performance relative to an index or comparator group, or on any other basis determined by the Plan Administrator. The Plan Administrator may modify the Performance Goals as necessary to align them with the Corporation's corporate objectives, subject to any limitations set forth in an Award Agreement or an employment or other agreement with an Employee or Director. The Performance Goals may include a threshold level of performance below which no payment will be made (or no vesting will occur), levels of performance at which specified payments will be made (or specified vesting will occur), and a maximum level of performance above which no additional payment will be made (or at which full vesting will occur), all as set forth in the applicable Award Agreement.

7.4 PSU Account

All PSUs received by an Employee or Director shall be credited to an account maintained for the Employee or Director on the books of the Corporation, as of the Date of Grant.

7.5 Vesting of PSUs

Subject to TSX Venture Exchange Policy 4.4, the Plan Administrator shall have the authority to determine any vesting terms applicable to the grant of PSUs, which, for certainty, shall not be before the date that is one year following the date of the grant, except if otherwise authorized under Section 9.2.

7.6 Settlement of PSUs

- (a) The Plan Administrator shall have the authority to determine the settlement terms applicable to the grant of PSU, which shall be set forth in the applicable Award Agreement. Subject to Section 11.2 below and except as otherwise provided in an Award Agreement, on the settlement date for any PSU, the Employee or Director shall redeem each vested PSU will be redeemed for:
 - (i) one fully paid and non-assessable Share issued from treasury to the Employee or Director or as the Employee or Director may direct, or
 - (ii) a cash payment, or
 - (iii) a combination of Shares and cash as contemplated by paragraphs (i) and (ii) above,in each case as determined by the Plan Administrator in its discretion.
- (b) Any cash payments made under this Section 7.6 by the Corporation to an Employee or Director in respect of PSUs to be redeemed for cash shall be calculated by multiplying the number of PSUs to be redeemed for cash by the Market Price per Share as at the settlement date.
- (c) Payment of cash to Employees and Directors on the redemption of vested PSUs may be made through the Corporation's payroll in the pay period that the settlement date falls within.
- (d) Subject to Section 11.2 below and except as otherwise provided in an Award Agreement, no settlement date for any PSU shall occur, and no Share shall be issued or cash payment shall be made in respect of any PSU, under this Section 7.6 any later than the final Business Day of the third calendar year following the year in which the PSU is granted.

ARTICLE 8 ADDITIONAL AWARD TERMS

8.1 Dividend Equivalents

- (a) Unless otherwise determined by the Plan Administrator and set forth in the particular Award Agreement, and subject to the restrictions of the Exchange set out in Subsection 3.7(a) above (if the Corporation is subject to the policies of the Exchange), as part of a Participant's grant of DSUs, PSUs or RSUs (as applicable) and in respect of the services provided by the Participant for such original grant, DSUs, PSUs and RSUs (as applicable) shall be credited with dividend equivalents in the form of additional DSUs, PSUs or RSUs, as applicable, as of each dividend payment date in respect of which normal cash dividends are paid on Shares. Such dividend equivalents shall be in the amount a Participant would have received if the DSUs, PSUs or RSUs had been settled for Shares on the record date of such dividend. Dividend equivalents credited to a Participant's account shall be subject to the same terms and conditions, including vesting and time of settlement, as the DSUs, PSUs or RSUs, as applicable, to which they relate. Notwithstanding any other terms of this Plan, if the number of securities issued as dividend equivalents, together with all of the

Corporation's other share-based compensation would exceed any of the limits set forth in this Plan or TSX Venture Exchange Policy 4.4, then the Corporation may make payment for such dividend in cash to the extent that it does not have a sufficient number of Shares available under this Plan to satisfy its obligations in respect of such dividends.

- (b) The foregoing does not obligate the Corporation to declare or pay dividends on Shares and nothing in this Plan shall be interpreted as creating such an obligation.

8.2 Blackout Period

In the event that an Award expires, at a time when an undisclosed material change or material fact in the affairs of the Corporation exists, subject to the requirements of TSX Venture Exchange Policy 4.4, the expiry of such Award will be extended to a date that is no later than ten (10) business days after the expiry of the blackout period formally imposed by the Corporation pursuant to its internal trading policies as a result of the undisclosed material change or material fact.

8.3 Withholding Taxes

- (a) Notwithstanding any other terms of this Plan, and subject to TSX Venture Exchange Policy 4.4, the granting, vesting or settlement of each Award under this Plan is subject to the condition that if at any time the Plan Administrator determines, in its discretion, that the satisfaction of withholding tax or other withholding liabilities is necessary or desirable in respect of such grant, vesting or settlement, such action is not effective unless such withholding has been effected to the satisfaction of the Plan Administrator. In such circumstances, the Plan Administrator may require that a Participant pay to the Corporation the minimum amount as the Corporation or an Affiliate of the Corporation is obliged to withhold or remit to the relevant taxing authority in respect of the granting, vesting or settlement of the Award. Any such additional payment is due no later than the date on which such amount with respect to the Award is required to be remitted to the relevant tax authority by the Corporation or an Affiliate of the Corporation, as the case may be. Alternatively, and subject to any requirements or limitations under applicable law, the Corporation may (a) withhold such amount from any remuneration or other amount payable by the Corporation or any Affiliate to the Participant, (b) require the sale of a number of Shares issued upon exercise, vesting, or settlement of such Award and the remittance to the Corporation of the net proceeds from such sale sufficient to satisfy such amount, or (c) enter into any other suitable arrangements for the receipt of such amount.
- (b) If the Corporation does not withhold an amount or require payment of an amount by a Participant sufficient to satisfy all obligations referred to in 8.3(a) the Participant shall forthwith make reimbursement, on demand, in cash, of any amount paid by the Corporation to a governmental authority to satisfy any such obligation.

8.4 Recoupment

Notwithstanding any other terms of this Plan, Awards may be subject to potential cancellation, recoupment, rescission, payback or other action in accordance with the terms of any clawback, recoupment or similar policy adopted by the Corporation or the relevant subsidiary of the Corporation and in effect at the Date of Grant of the Award, or as set out in the Participant's employment agreement, Award Agreement or other written agreement, or as otherwise required by law or the rules of the Exchange. The Plan Administrator may at any time waive the application of this Section 8.4 to any Participant or category of Participants.

ARTICLE 9 TERMINATION OF EMPLOYMENT OR SERVICES

9.1 Termination of Employment, Services or Director

Subject to Section 9.2, unless otherwise determined by the Plan Administrator and set forth in an employment agreement, Award Agreement or other written agreement, but always subject to any restrictions in Section 4.11 of TSX Venture Exchange Policy 4.4:

- (a) where a Participant's employment, consulting agreement or arrangement is terminated or the Participant ceases to hold office or his or her position, as applicable, by reason of termination by the Corporation or a subsidiary of the Corporation for Cause, then any Option or other Award held by the Participant that has not been exercised as of the Termination Date shall be immediately forfeited and cancelled as of the Termination Date;
- (b) where a Participant's employment, consulting agreement or arrangement is terminated or the Participant ceases to hold office or his or her position, as applicable, by reason of voluntary resignation by the Participant, then any Option or other Award held by the Participant that has not been exercised as of the date that is ninety (90) days following the Termination Date shall be immediately forfeited and cancelled as of such date;
- (c) subject to Section 4.6 of TSX Venture Exchange Policy 4.4, where a Participant's employment, consulting agreement or arrangement is terminated by the Corporation or a subsidiary of the Corporation without Cause (whether such termination occurs with or without any or adequate reasonable notice, or with or without any or adequate compensation in lieu of such reasonable notice) then a portion of any unvested Options or other Awards shall immediately vest, such portion to be equal to the number of unvested Options or other Awards held by the Participant as of the Termination Date multiplied by a fraction the numerator of which is the number of days between the Date of Grant and the Termination Date and the denominator of which is the number of days between the Date of Grant and the date any unvested Options or other Awards were originally scheduled to vest, which vested Options or other Awards may be exercised or surrendered to the Corporation by the Participant at any time during the period that terminates on the earlier of: (A) the Expiry Date of such Award; and (B) the date that is 90 days after the Termination Date or any other date determined by the Plan Administrator. Any Option or other Award that remains unexercised or has not been surrendered to the Corporation by the Participant shall be immediately forfeited upon the termination of such period;
- (d) where a Participant becomes Disabled, then any Option held by the Participant that has not vested as of the date of the Disability of such Participant shall continue to vest in accordance with its terms and may be exercised or surrendered to the Corporation by the Participant at any time during the period that terminates on the earlier of: (A) the Expiry Date of such Award; and (B) the first anniversary of the Participant's date of Disability. Any Option that remains unexercised or has not been surrendered to the Corporation by the Participant shall be immediately forfeited upon the termination of such period;
- (e) where a Participant's employment, consulting agreement or arrangement is terminated by reason of the death of the Participant, then any Option or other Award held by the Participant that has not vested as of the date of the death of such Participant shall vest on such date and may be exercised or surrendered to the Corporation by the Participant at any time during the period that terminates on the earlier of: (A) the Expiry Date of such Award; and (B) the first anniversary of the date of the death of such Participant. Any Option or other Award that remains unexercised or has not been surrendered to the Corporation by the Participant shall be immediately forfeited upon the termination of such period;
- (f) where a Participant's employment, consulting agreement or arrangement is terminated due

to Retirement, then any Option or other Award held by the Participant that has not vested as of the date of such Retirement shall continue to vest in accordance with its terms and may be exercised or surrendered to the Corporation by the Participant at any time during the period that terminates on the earlier of: (A) the Expiry Date of such Award; and (B) the first anniversary of the Participant's date of Retirement. Any Option or other Award that remains unexercised or has not been surrendered to the Corporation by the Participant shall be immediately forfeited upon the termination of such period. Notwithstanding the foregoing, if, following his or her Retirement, the Participant commences (the "**Commencement Date**") employment, consulting or acting as a director of the Corporation or any of its subsidiaries (or in an analogous capacity) or otherwise as a service provider to any Person that carries on or proposes to carry on a business competitive with the Corporation or any of its subsidiaries, any Option or other Award held by the Participant that has not been exercised as of the Commencement Date shall be immediately forfeited and cancelled as of the Commencement Date;

- (g) a Participant's eligibility to receive further grants of Options or other Awards under this Plan ceases as of:
 - (i) the date that the Corporation or a subsidiary of the Corporation, as the case may be, provides the Participant with written notification that the Participant's employment, consulting agreement or arrangement is terminated, notwithstanding that such date may be prior to the Termination Date; or
 - (ii) the date of the death, Disability or Retirement of the Participant; and
- (h) notwithstanding Subsection 9.1(b), unless the Plan Administrator, in its discretion,

otherwise determines, at any time and from time to time, Options or other Awards are not affected by a change of employment or consulting agreement or arrangement, or directorship within or among the Corporation or a subsidiary of the Corporation for so long as the Participant continues to be a Director, Employee, Consultant, Investor Relations Service Provider, as applicable, of the Corporation or a subsidiary of the Corporation.

9.2 Discretion to Permit Acceleration

Notwithstanding the provisions of Section 9.1 but subject to compliance with the policies of the Exchange, the Plan Administrator may, in its discretion, at any time prior to, or following the events contemplated in such Section, or in an employment agreement, Award Agreement or other written agreement between the Corporation or a subsidiary of the Corporation and the Participant, permit the acceleration of vesting of any or all Awards or waive termination of any or all Awards, all in the manner and on the terms as may be authorized by the Plan Administrator. Notwithstanding the following, Options granted to Investor Relations Service Providers cannot be accelerated without the prior acceptance of the Exchange.

9.3 Participants' Entitlement

Except as otherwise provided in this Plan, Awards previously granted under this Plan are not affected by any change in the relationship between, or ownership of, the Corporation and an Affiliate of the Corporation. For greater certainty, all grants of Awards remain outstanding and are not affected by reason only that, at any time, an Affiliate of the Corporation ceases to be an Affiliate of the Corporation.

ARTICLE 10 EVENTS AFFECTING THE CORPORATION

10.1 General

The existence of any Awards does not affect in any way the right or power of the Corporation or its shareholders to make, authorize or determine any adjustment, recapitalization, reorganization or any other change in the Corporation's capital structure or its business, or any amalgamation, combination, arrangement, merger or consolidation involving the Corporation, to create or issue any bonds, debentures, Shares or other securities of the Corporation or to determine the rights and conditions attaching thereto, to effect the dissolution or liquidation of the Corporation or any sale or transfer of all or any part of its assets or business, or to effect any other corporate act or proceeding, whether of a similar character or otherwise, whether or not any such action referred to in this ARTICLE 10 would have an adverse effect on this Plan or on any Award granted hereunder.

10.2 Change in Control

Except as may be set forth in an employment agreement, Award Agreement or other written agreement between the Corporation or a subsidiary of the Corporation and the Participant:

- (a) Subject to the prior approval of the Exchange, where applicable, the Plan Administrator may, without the consent of any Participant, take such steps as it deems necessary or desirable, including to cause (i) the conversion or exchange of any outstanding Awards into or for, rights or other securities of substantially equivalent value, as determined by the Plan Administrator in its discretion, in any entity participating in or resulting from a Change in Control; (ii) outstanding Awards to vest and become exercisable, realizable, or payable, or restrictions applicable to an Award to lapse, in whole or in part prior to or upon consummation of such Change in Control, and, to the extent the Plan Administrator determines, terminate upon or immediately prior to the effectiveness of such Change in Control; provided that such Participant ceases to be an eligible Participant under this Plan upon such change of control; (iii) subject to prior acceptance by the Exchange, the termination of an Award in exchange for an amount of cash and/or property, if any, equal to the amount that would have been attained upon the exercise or settlement of such Award or realization of the Participant's rights as of the date of the occurrence of the transaction net of any exercise price payable by the Participant (and, for the avoidance of doubt, if as of the date of the occurrence of the transaction the Plan Administrator determines in good faith that no amount would have been attained upon the exercise or settlement of such Award or realization of the Participant's rights net of any exercise price payable by the Participant, then such Award may be terminated by the Corporation without payment); (iv) subject to prior acceptance by the Exchange, the replacement of such Award with other rights or property selected by the Board in its sole discretion; or (v) subject to prior acceptance by the Exchange, any combination of the foregoing. In taking any of the actions permitted under this Subsection 10.2(a), the Plan Administrator will not be required to treat all Awards similarly in the transaction. Notwithstanding the foregoing, in the case of Options held by a Canadian Taxpayer, the Plan Administrator may not cause the Canadian Taxpayer to receive (pursuant to this Subsection 10.2(a)) any property in connection with a Change of Control other than rights to acquire shares of a corporation or units of a "mutual fund trust" (as defined in the Tax Act), of the Corporation or a "qualifying person" (as defined in the Tax Act) that does not deal at arm's length (for purposes of the Tax Act) with the Corporation, as applicable, at the time such rights are issued or granted. Notwithstanding the foregoing, in the case of DSUs held by a Canadian Taxpayer, the Plan Administrator may not (pursuant to this Subsection 11.2(a)) redeem any such DSUs in connection with a Change of Control.
- (b) Notwithstanding Subsection 10.2(a), and unless otherwise determined by the Plan Administrator, if, as a result of a Change in Control, the Shares will cease trading on an Exchange, then the Corporation may terminate all of the Awards granted under this Plan

(other than Options held by Canadian Taxpayers) at the time of and subject to the completion of the Change in Control transaction by paying to each holder at or within a reasonable period of time following completion of such Change in Control transaction an amount for each Award equal to the fair market value of the Award held by such Participant as determined by the Plan Administrator, acting reasonably, or in the case of Options held by a Canadian Taxpayer by permitting the Canadian Taxpayer to surrender such Options to the Corporation for an amount for each such Option equal to the fair market value of such Option as determined by the Plan Administrator, acting reasonably, upon the completion of the Change in Control (following which such Options may be cancelled for no consideration).

- (c) Any actions taken under this Section 10.2 will comply with the policies of the Exchange including, without limitation, the requirement that the acceleration of vesting of Options granted to Investor Relations Service Provider shall only occur with the prior written approval of the Exchange.

10.3 Reorganization of Corporation's Capital

Subject to the prior approval of the Exchange, if applicable, should the Corporation effect a subdivision or consolidation of Shares or any similar capital reorganization or a payment of a stock dividend (other than a stock dividend that is in lieu of a cash dividend), or should any other change be made in the capitalization of the Corporation that does not constitute a Change in Control and that would warrant the amendment or replacement of any existing Awards in order to adjust the number of Shares that may be acquired on the vesting of outstanding Awards and/or the terms of any Award in order to preserve proportionately the rights and obligations of the Participants holding such Awards, then the Plan Administrator in consultation with the Board will take such steps as are required to preserve the proportionality of the rights and obligations of the Participants holding such Awards as it deems equitable and appropriate.

10.4 Other Events Affecting the Corporation

In the event of an amalgamation, combination, arrangement, merger or other transaction or reorganization involving the Corporation and occurring by exchange of Shares, by sale or lease of assets or otherwise, that does not constitute a Change in Control and that warrants the amendment or replacement of any existing Awards in order to adjust the number of Shares that may be acquired on the vesting of outstanding Awards and/or the terms of any Award in order to preserve proportionately the rights and obligations of the Participants holding such Awards, the Plan Administrator will, subject to the prior approval of the Exchange (if required), authorize such steps to be taken as it may consider to be equitable and appropriate to that end.

10.5 Immediate Acceleration of Awards

In taking any of the steps provided in Sections 10.3 and 10.4, the Plan Administrator will not be required to treat all Awards similarly and where the Plan Administrator determines that the steps provided in Sections 10.3 and 10.4 would not preserve proportionately the rights, value and obligations of the Participants holding such Awards in the circumstances or otherwise determines that it is appropriate, the Plan Administrator may, but is not required, to permit the immediate vesting of any unvested Awards other than any Options granted to an Investor Relations Service Provider, subject to the requirements set forth in TSX Venture Exchange Policy 4.4.

10.6 Issue by Corporation of Additional Shares

Except as expressly provided in this Article 11, neither the issue by the Corporation of shares of any class or securities convertible into or exchangeable for shares of any class, nor the conversion or exchange of such shares or securities, affects, and no adjustment by reason thereof is to be made with respect to the number of Shares that may be acquired as a result of a grant of Awards or other entitlements of the Participants under such Awards.

10.7 Fractions

No fractional Shares will be issued pursuant to an Award. Accordingly, (whether as a result of any adjustment under this ARTICLE 10, a dividend equivalent or otherwise), a Participant would become entitled to a fractional Share, the Participant has the right to acquire only the adjusted number of full Shares and no payment or other adjustment will be made with respect to the fractional Shares, which shall be disregarded.

ARTICLE 11 AMENDMENT, SUSPENSION OR TERMINATION OF THE PLAN

11.1 Amendment, Suspension, or Termination of the Plan

The Plan Administrator may from time to time, without notice and without approval of the holders of voting shares of the Corporation, amend, modify, change, suspend or terminate the Plan or any Awards granted pursuant to the Plan as it, in its discretion, determines appropriate, provided, however, that:

- (a) no such amendment, modification, change, suspension or termination of the Plan or any Awards granted hereunder may materially impair any rights of a Participant or materially increase any obligations of a Participant under the Plan without the consent of the Participant, unless the Plan Administrator determines such adjustment is required or desirable in order to comply with any applicable Securities Laws or Exchange requirements; and
- (b) any amendments to the Plan or to any Awards granted pursuant to the Plan are subject to Exchange approval (including such amendments that do not otherwise trigger approval of the holders of voting shares of the Corporation).

11.2 Shareholder Approval

This Plan, and any renewal of this Plan, is each subject to the approval of the holders of voting shares of the Corporation and the approval of the Exchange. Any Options granted under this Plan prior to receipt of shareholder approval for the Plan will not be exercisable or binding on the Corporation unless and until such approval is obtained. DSUs, PSUs and RSUs cannot be granted under this Plan prior to receipt of shareholders approval.

Notwithstanding Section 11.1 and subject to any rules of the Exchange or/and any applicable regulatory authority, the approval of the holders of voting shares of the Corporation (and Disinterested Shareholder Approval only if required under TSX Venture Exchange Policy 4.4) shall be required for any amendment, modification or change that:

- (a) increases the percentage of Shares reserved for issuance under the Plan, except pursuant to the provisions in the Plan which permit the Plan Administrator to make equitable adjustments in the event of transactions affecting the Corporation or its capital;
- (b) increases or removes the limitations set out in Sections 3.6 and 3.7;
- (c) allows for the grant to Insiders (as a group), within a twelve (12) month period, an aggregate number of Awards exceeding ten (10%) percent of the Corporation's issued Shares, calculated at the date the Award is granted to the Insider;
- (d) allows for the grant to any one Participant, within a twelve (12) month period, an aggregate number of Awards exceeding five (5%) percent of the Corporation's issued Shares, calculated at the date the Award is granted to the Insider;

- (e) reduces the exercise price of an Award to an Insider (for this purpose, a cancellation or termination of an Award of a Participant prior to its Expiry Date for the purpose of reissuing an Award to the same Participant with a lower exercise price shall be treated as an amendment to reduce the exercise price of an Award) except pursuant to the provisions in the Plan which permit the Plan Administrator to make equitable adjustments in the event of transactions affecting the Corporation or its capital;
- (f) extends the term of an Award beyond the original Expiry Date (except where an Expiry Date would have fallen within a blackout period applicable to the Participant);
- (g) increases or removes the limits on the participation of Directors;
- (h) permits Awards to be transferred to a Person; or
- (i) changes the eligible participants of the Plan.

11.3 Permitted Amendments

Without limiting the generality of Section 11.1, but subject to Section 11.2 and any rules of the Exchange, the Plan Administrator may, without the approval of the holders of voting shares of the Corporation, at any time or from time to time, amend the Plan for the purposes of:

- (a) making any amendments to the general vesting provisions of each Award;
- (b) making any amendments to add covenants of the Corporation for the protection of Participants, as the case may be, provided that the Plan Administrator shall be of the good faith opinion that such additions will not be prejudicial to the rights or interests of the Participants, as the case may be;
- (c) making any amendments not inconsistent with the Plan as may be necessary or desirable with respect to matters or questions which, in the good faith opinion of the Plan Administrator, having in mind the best interests of the Participants, it may be expedient to make, including amendments that are desirable as a result of changes in law in any jurisdiction where a Participant resides, provided that the Plan Administrator shall be of the opinion that such amendments and modifications will not be prejudicial to the interests of the Participants and Directors; or
- (d) making such changes or corrections which, on the advice of counsel to the Corporation, are required for the purpose of curing or correcting any ambiguity or defect or inconsistent provision or clerical omission or mistake or manifest error, provided that the Plan Administrator shall be of the opinion that such changes or corrections will not be prejudicial to the rights and interests of the Participants.

ARTICLE 12 MISCELLANEOUS

12.1 Legal Requirement

The Corporation is not obligated to grant any Awards, issue any Shares or other securities, make any payments or take any other action if, in the opinion of the Plan Administrator, in its discretion, such action would constitute a violation by a Participant or the Corporation of any provision of any applicable statutory or regulatory enactment of any government or government agency or the requirements of any Exchange upon which the Shares may then be listed.

12.2 News Release

Every Awards granted or issued to a Director, an Officer, or an Investor Relations Service Provider, and any amendment to such Award, must be disclosed to the public by way of a news release on the day the Awards are granted, issue or amended.

12.3 No Other Benefit

No amount will be paid to, or in respect of, a Participant under the Plan to compensate for a downward fluctuation in the price of a Share, nor will any other form of benefit be conferred upon, or in respect of, a Participant for such purpose.

12.4 Rights of Participant

No Participant has any claim or right to be granted an Award and the granting of any Award is not to be construed as giving a Participant a right to remain as an Employee, Consultant, Investor Relations Service Provider or Director. No Participant has any rights as a shareholder of the Corporation in respect of Shares issuable pursuant to any Award until the allotment and issuance to such Participant, or as such Participant may direct, of certificates representing such Shares.

12.5 Corporate Action

Nothing contained in this Plan or in an Award shall be construed so as to prevent the Corporation from taking corporate action which is deemed by the Corporation to be appropriate or in its best interest, whether or not such action would have an adverse effect on this Plan or any Award.

12.6 Conflict

In the event of any conflict between the provisions of this Plan and an Award Agreement, the provisions of the Plan shall govern. In the event of any conflict between or among the provisions of this Plan or any Award Agreement, on the one hand, and a Participant's employment agreement with the Corporation or a subsidiary of the Corporation, as the case may be, on the other hand, the provisions of the Plan shall prevail.

12.7 Anti-Hedging Policy

By accepting the Option or Award each Participant acknowledges that he or she is restricted from purchasing financial instruments such as prepaid variable forward contracts, equity swaps, collars, or units of exchange funds that are designed to hedge or offset a decrease in market value of Options or Awards.

12.8 Participant Information

Each Participant shall provide the Corporation with all information (including personal information) required by the Corporation in order to administer the Plan (including as to whether the circumstances described in Section 9.1(e) exist). Each Participant acknowledges that information required by the Corporation in order to administer the Plan may be disclosed to any custodian appointed in respect of the Plan and other third parties, and may be disclosed to such persons (including persons located in jurisdictions other than the Participant's jurisdiction of residence), in connection with the administration of the Plan. Each Participant consents to such disclosure and authorizes the Corporation to make such disclosure on the Participant's behalf.

12.9 Participation in the Plan

- (a) The participation of any Participant in the Plan is entirely voluntary and not obligatory and shall not be interpreted as conferring upon such Participant any rights or privileges other than those rights and privileges expressly provided in the Plan. In particular, participation in the Plan does not constitute a condition of employment or engagement nor a commitment on the part of the Corporation to ensure the continued employment or engagement of such Participant. The Plan does not provide any guarantee against any loss which may result from fluctuations in the market value of the Shares. The Corporation does not assume responsibility for the income or other tax consequences for the Participants and Directors and they are advised to consult with their own tax advisors.
- (b) The granting of Awards and the issuance of Shares under this Plan shall be subject to all applicable laws, rules, and regulations, and to such approvals by any governmental agencies or stock exchanges on which the Corporation is listed as may be required. The Corporation shall have no obligation to issue or deliver evidence of title for Shares issued under this Plan prior to:
 - (i) obtaining any approvals from governmental agencies that the Corporation determines are necessary or advisable; and
 - (ii) completion of any registration or other qualification of the Shares under any applicable national or foreign law or ruling of any governmental body that the Corporation determines to be necessary or advisable or at a time when any such registration or qualification is not current, has been suspended or otherwise has ceased to be effective.
- (c) The inability or impracticability of the Corporation to obtain or maintain authority from any regulatory body having jurisdiction, which authority is deemed by the Corporation's counsel to be necessary to the lawful issuance and sale of any Shares hereunder shall relieve the Corporation of any liability in respect of the failure to issue or sell such Shares as to which such requisite authority shall not have been obtained.

12.10 International Participants

Subject to compliance with the policies of the Exchange, with respect to Participants who reside or work outside Canada, the Plan Administrator may, in its discretion, amend, or otherwise modify, without shareholder approval, the terms of the Plan or Awards with respect to such Participants in order to conform such terms with the provisions of local law, and the Plan Administrator may, where appropriate, establish one or more sub-plans to reflect such amended or otherwise modified provisions.

12.11 No Limit on Other Security-Based Compensations Arrangements

- (a) Nothing contained in this Plan shall prevent the Corporation from adopting or continuing in effect other security-based compensation arrangements, and such arrangements may be either generally applicable or applicable only in specific cases.
- (b) Subject to prior acceptance of the Exchange, the Plan Administrator may, from time to time, subject to the provisions of this Plan and such other terms and conditions as the Plan Administrator may prescribe, grant other security-based compensation arrangements to any Participant; provided, however, that such right will comply with applicable law. Subject to prior acceptance of the Exchange, the terms of this Plan, and any applicable Award Agreement, the Plan Administrator will determine the terms and conditions of other security-based compensation arrangements. Shares or other securities delivered pursuant to a purchase right granted under this Section 12.11 of the Plan will be purchased for such consideration, which may be paid by such method or methods and in such form or forms, including, without limitation, cash, Shares, other securities, other Awards, other property, or any combination thereof, as the Plan Administrator shall determine in its discretion.

12.12 No Representations or Warranties

The Corporation makes no representation or warranty as to the value of any Award granted pursuant to this Plan or as to the future value of any Shares issued pursuant to any Award.

12.13 Successors and Assigns

The Plan shall be binding on all successors and assigns of the Corporation and its subsidiaries.

12.14 General Restrictions on Assignment

Except as required by law, the rights of a Participant under the Plan are not capable of being assigned, transferred, alienated, sold, encumbered, pledged, mortgaged or charged and are not capable of being subject to attachment or legal process for the payment of any debts or obligations of the Participant unless otherwise approved by the Plan Administrator.

12.15 Severability

The invalidity or unenforceability of any provision of the Plan shall not affect the validity or enforceability of any other provision and any invalid or unenforceable provision shall be severed from the Plan.

12.16 Notices

All written notices to be given by a Participant to the Corporation shall be delivered personally, e-mail or mail, postage prepaid, addressed as follows:

Radisson Mining Resources Inc.
P.O. Box 307
Rouyn-Noranda, Québec
J9X 5C3

Attention: Chief Financial Officer

All notices to a Participant will be addressed to the principal address of the Participant on file with the Corporation. Either the Corporation or the Participant may designate a different address by written notice to the other. Such notices are deemed to be received, if delivered personally or by e-mail, on the date of delivery,

and if sent by mail, on the fifth business day following the date of mailing; provided that in the event of any actual or imminent postal disruption, notices shall be delivered to the appropriate party and not sent by mail. Any notice given by either the Participant or the Corporation is not binding on the recipient thereof until received.

12.17 Effective Date

This Plan shall become effective upon the date of approval by the shareholders of the Corporation given by affirmative vote of the majority of the Shares represented at the meeting of the shareholders of the Corporation at which motion to approve the Plan is presented.

12.18 Governing Law

This Plan and all matters to which reference is made herein shall be governed by and interpreted in accordance with the internal laws of the Province of Québec and the federal laws of Canada applicable therein, without reference to conflicts of law rules.

12.19 Submission to Jurisdiction

The Corporation and each Participant irrevocably submits to the exclusive jurisdiction of the courts of competent jurisdiction in the Province of Québec in respect of any action or proceeding relating in any way to the Plan, including, without limitation, with respect to the grant of Awards and any issuance of Shares made in accordance with the Plan.